

Prospectus préalable de base

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Le présent prospectus simplifié a été déposé dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada selon un régime permettant d'attendre après qu'il soit dans sa version définitive pour déterminer certains renseignements concernant les titres offerts et d'omettre ces renseignements dans le prospectus. Ce régime exige que soit transmis aux souscripteurs un supplément de prospectus contenant les renseignements omis, dans un certain délai à compter de la souscription (sauf en ce qui concerne les ventes effectuées dans le cadre d'un « placement au cours du marché », au sens attribué à cette expression dans les présentes). Le présent prospectus préalable de base simplifié a été déposé conformément à une dispense de l'obligation de déposer un prospectus préalable de base provisoire dont peuvent se prévaloir les émetteurs établis bien connus.

Les titres décrits dans le présent prospectus simplifié ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans les présentes sur demande adressée au secrétaire de Cenovus Energy Inc., au 4100, 225 6th Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 0M5, au numéro de téléphone 403-766-2000, ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse suivante : www.sedarplus.ca.

PROSPECTUS PRÉALABLE DE BASE SIMPLIFIÉ

Nouvelle émission et/ou reclassement

Le 3 novembre 2023



Cenovus Energy Inc.

**Titres de créance
Actions ordinaires
Actions privilégiées
Reçus de souscription
Bons de souscription
Contrats d'achat d'actions
Unités**

Nous pouvons à l'occasion offrir et vendre des débetures, des billets ou d'autres instruments de créance de quelque nature ou description que ce soit et qui peuvent être émis en séries (collectivement, les « **titres de créance** ») ainsi que des actions ordinaires, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions et des unités (collectivement, les titres de créance, les actions ordinaires, les actions privilégiées, les reçus de souscription, les bons de souscription, les contrats d'achat d'actions et les unités sont appelés dans le présent prospectus les « **titres** ») au cours de la période de 25 mois pendant laquelle le présent prospectus préalable de base simplifié et ses modifications (le présent « **prospectus** ») demeurent valides. Certains des porteurs actuels ou futurs de nos titres (collectivement, les « **porteurs vendeurs** ») peuvent également offrir et vendre certains titres aux termes du présent prospectus. Se reporter à la rubrique « *Porteurs vendeurs* ».

Les titres peuvent être offerts séparément ou conjointement en quantités, à des prix et selon des conditions qui seront établis en fonction de la conjoncture du marché au moment de la vente et qui seront indiqués dans un ou plusieurs suppléments de prospectus (chacun, un « **supplément de prospectus** »). Les titres peuvent être offerts et vendus au Canada et/ou aux États-Unis et dans d'autres territoires si la loi le permet. Nous indiquerons les conditions précises de ces titres dans des suppléments de prospectus qui seront transmis aux souscripteurs ou aux acquéreurs avec le présent prospectus. Sauf indication contraire dans un supplément de prospectus relatif à une série de titres de créance, les titres de créance seront nos obligations directes, non assorties d'une sûreté et non subordonnées et seront émis aux termes d'un acte de fiducie. Vous devriez lire attentivement le présent prospectus et tout supplément de prospectus avant d'investir dans les titres.

NI LA SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION DES ÉTATS-UNIS (LA « SEC ») NI AUCUNE COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES D'UN ÉTAT N'A APPROUVÉ OU DÉSAPOUVRÉ LES TITRES NI NE S'EST PRONONCÉE SUR L'EXACTITUDE OU LE CARACTÈRE ADÉQUAT DU PRÉSENT PROSPECTUS. QUICONQUE DONNE À ENTENDRE LE CONTRAIRE COMMET UNE INFRACTION.

Nous sommes autorisés, en vertu d'un régime d'information multinational adopté par les États-Unis et le Canada, à établir le présent prospectus conformément aux obligations d'information canadiennes, qui sont différentes de celles des États-Unis. Nous dressons nos états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, qui sont les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public au Canada. Nos états financiers, qui sont assujettis aux normes américaines d'audit et d'indépendance des auditeurs, pourraient ne pas être comparables aux états financiers de sociétés américaines.

Certaines données concernant nos réserves qui figurent dans le présent prospectus ou qui y sont intégrées par renvoi ont été préparées conformément aux normes d'information canadiennes qui ne sont pas à tous les égards identiques aux normes d'information américaines. Se reporter à la rubrique « *Note concernant l'information sur les réserves* ».

La propriété des titres peut avoir pour vous des incidences fiscales tant aux États-Unis qu'au Canada. Il se peut que le présent prospectus ou tout supplément de prospectus applicable ne décrivent pas entièrement ces incidences fiscales. Vous devriez lire l'exposé sur la fiscalité présenté dans tout supplément de prospectus applicable. Se reporter à la rubrique « *Certaines incidences fiscales* ».

L'exercice par les investisseurs de tout droit fondé sur la responsabilité civile aux termes des lois sur les valeurs mobilières fédérales américaines peut être compromis du fait que notre société est constituée sous l'autorité des lois du Canada. La plupart des administrateurs et des dirigeants de la société ainsi que la totalité ou une partie des experts désignés dans le présent prospectus sont des résidents canadiens ou résident par ailleurs à l'extérieur des États-Unis et la majeure partie des actifs de la société et des actifs de ces administrateurs, dirigeants et experts sont situés à l'extérieur des États-Unis. Se reporter à la rubrique « *Exercice de droits fondés sur la responsabilité civile* ».

Un placement dans les titres comporte un certain nombre de risques dont le souscripteur éventuel doit tenir compte. Se reporter à la rubrique « *Facteurs de risque* » ainsi qu'aux facteurs de risque dont il est question dans le supplément de prospectus applicable à un placement de titres et aux facteurs de risque décrits dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Se reporter à la rubrique « *Renseignements supplémentaires* ».

Tous les renseignements pouvant être omis dans le présent prospectus en vertu de la législation applicable seront présentés dans un ou plusieurs suppléments de prospectus qui seront transmis aux souscripteurs ou acquéreurs éventuels avec le présent prospectus; dans le cas des souscripteurs ou acquéreurs des États-Unis, cette transmission se fera par le dépôt de ce ou de ces suppléments de prospectus auprès de la SEC. Chaque supplément de prospectus sera intégré par renvoi au présent prospectus pour l'application de la législation en valeurs mobilières applicable à la date du supplément de prospectus et seulement aux fins du placement de titres auquel ce supplément de prospectus se rapporte.

Nous pouvons vendre les titres et les porteurs vendeurs peuvent vendre certains titres à des preneurs fermes ou à des courtiers ou par leur intermédiaire, directement à un ou à plusieurs souscripteurs ou acquéreurs ou par l'intermédiaire de placeurs pour compte. Se reporter à la rubrique « *Mode de placement* ». Le présent prospectus pourrait viser un « placement au cours du marché », au sens du *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* (le « **Règlement 44-102** ») (un « **placement au cours du marché** »), pourvu que les exigences prévues à la partie 9 du *Règlement 44-102* soient respectées dans le cadre du dépôt d'un supplément de prospectus relatif à un placement au cours du marché. Le supplément de prospectus relatif à un placement de titres donné désignera chaque preneur ferme, courtier ou placeur pour compte, selon le cas, dont nous et/ou les porteurs vendeurs retenons les services dans le cadre du placement et de la vente de titres et énoncera les conditions du placement de ces titres, notamment le mode de placement de ces titres, le prix d'offre, le produit nous revenant et/ou revenant aux porteurs vendeurs et les commissions, décotes ou autres formes de rémunération payables aux preneurs fermes, aux courtiers ou aux placeurs pour compte, ainsi que toutes les autres conditions importantes du mode de placement. Des titres peuvent être vendus à l'occasion dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations à prix fixe ou à prix ouvert. S'ils sont offerts à prix ouvert, les titres peuvent être offerts au cours du marché au moment de la vente, à un prix déterminé en fonction de ce cours ou à un prix négocié avec les souscripteurs ou les acquéreurs, notamment dans le cadre d'opérations de vente qui sont réputées constituer des placements au cours du marché, y compris des ventes effectuées directement à la Bourse de Toronto (la « **TSX** »), à la New York Stock Exchange (la « **NYSE** ») ou sur d'autres marchés existants pour la négociation des titres, et comme il est indiqué dans le supplément de prospectus applicable. Si les titres sont offerts à prix ouvert, le prix par titre peut différer selon les souscripteurs ou les acquéreurs et pendant la durée du placement. Si les titres sont offerts à prix ouvert, la rémunération des preneurs fermes, des courtiers ou des placeurs pour compte sera augmentée ou réduite du montant de la différence en plus ou en moins entre le prix global payé par les souscripteurs ou les acquéreurs et le produit brut du placement que les preneurs fermes, les courtiers ou les placeurs pour compte nous versent ou, dans le cas de titres offerts par les porteurs vendeurs, qu'ils versent aux porteurs vendeurs. **Se reporter à la rubrique « *Mode de placement* ».**

Sous réserve des lois applicables, dans le cadre d'un placement de titres, sauf un placement au cours du marché, les preneurs fermes ou placeurs pour compte, le cas échéant, peuvent effectuer des surallocations ou des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des titres à des niveaux autres que ceux qui se seraient par ailleurs formés sur le marché libre ou à influencer par ailleurs le cours des titres. Ces opérations peuvent être entreprises, interrompues ou abandonnées à tout moment. Le souscripteur ou l'acquéreur de titres compris dans la position de surallocation des preneurs fermes acquiert ces titres aux termes du présent prospectus, que la position de surallocation soit couverte en définitive par l'exercice de l'option de surallocation ou par des achats sur le marché secondaire. Toutefois, aucun preneur ferme ou courtier participant à un placement au cours du marché, aucun membre du groupe d'un tel preneur ferme ou courtier ni aucune personne physique ou morale agissant de concert avec un tel preneur ferme ou courtier n'effectuera des surallocations de titres dans le cadre d'un tel placement ni d'autres opérations qui visent à stabiliser ou à maintenir le cours des titres. Se reporter à la rubrique « *Mode de placement* ».

Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la TSX et de la NYSE sous le symbole « CVE ». Le 2 novembre 2023, dernier jour de bourse complet avant la date du présent prospectus, le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX et à la NYSE était de 26,75 \$ et de 19,52 \$ US l'action ordinaire, respectivement. Nos actions privilégiées de série 1, de série 2, de série 3, de série 5 et de série 7 en circulation sont inscrites à la cote de la TSX sous les symboles « CVE.PR.A », « CVE.PR.B », « CVE.PR.C », « CVE.PR.E » et « CVE.PR.G », respectivement. Le 2 novembre 2023, dernier jour de bourse complet avant la date du présent prospectus, les cours de clôture des actions privilégiées de série 1, de série 2, de série 3, de série 5 et de série 7 à la TSX étaient de 12,98 \$, de 15,05 \$, de 19,15 \$, de 18,64 \$ et de 18,72 \$, respectivement. Nous avons également des bons de souscription en circulation qui sont inscrits à la cote de la TSX sous le symbole « CVE.WT » et à la cote de la NYSE sous le symbole « CVE WS ». Le 2 novembre 2023, dernier jour de bourse complet avant la date du présent prospectus, le cours de clôture de ces bons de souscription à la TSX et à la NYSE était de 20,27 \$ et de 14,72 \$ US par bon de souscription, respectivement.

Sauf indication contraire dans le supplément de prospectus applicable, les titres de créance, les actions privilégiées, les reçus de souscription, les bons de souscription, les contrats d'achat d'actions et les unités ne seront inscrits à la cote d'aucune bourse de valeurs, et il n'existe aucun marché pour la négociation des titres de créance, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions et des unités. Ainsi, il peut être impossible pour les souscripteurs ou les acquéreurs de revendre ces titres achetés aux termes du présent prospectus et du supplément de prospectus applicable, ce qui peut avoir une incidence sur leur cours sur le marché secondaire, la transparence et la disponibilité de leur cours, leur liquidité et l'étendue de nos obligations réglementaires. Se reporter à la rubrique « *Facteurs de risque* ».

À la date des présentes, nous nous considérons comme un « émetteur établi bien connu » en vertu des décisions générales applicables aux émetteurs établis bien connus (définies aux présentes). Se reporter à la rubrique « *Dispenses au bénéfice des émetteurs établis bien connus* ».

M. Keith M. Casey, M. James D. Girgulis, M^{me} Melanie A. Little, M. Richard J. Marcogliese et M. Frank J. Sixt et M^{me} Rhonda I. Zygocki sont des administrateurs de Cenovus qui résident à l'extérieur du Canada. Chacun de ces administrateurs nous a désignés comme mandataire aux fins de signification au Canada au 4100, 225 6th Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 0M5. Les acquéreurs sont priés de noter qu'il pourrait leur être impossible de faire exécuter des jugements obtenus au Canada contre une personne qui réside à l'extérieur du Canada, même si la partie a nommé un mandataire aux fins de signification.

Notre siège social et principal établissement est situé au 4100, 225 6th Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 0M5.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DU PRÉSENT PROSPECTUS.....	1
INFORMATION PROSPECTIVE	1
NOTE CONCERNANT L'INFORMATION SUR LES RÉSERVES	5
EXÉCUTION DE DROITS FONDÉS SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE	5
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	5
DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION.....	7
CENOVUS ENERGY INC.	7
STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ.....	8
EMPLOI DU PRODUIT	8
DESCRIPTION DES TITRES DE CRÉANCE.....	8
DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS	10
DESCRIPTION DES REÇUS DE SOUSCRIPTION	10
DESCRIPTION DES BONS DE SOUSCRIPTION.....	11
DESCRIPTION DES CONTRATS D'ACHAT D' ACTIONS.....	11
DESCRIPTION DES UNITÉS.....	12
FACTEURS DE RISQUE	12
CERTAINES INCIDENCES FISCALES	15
MODE DE PLACEMENT	15
COUVERTURE PAR LE RÉSULTAT	16
PORTEURS VENDEURS	17
QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE	17
DISPENSES AU BÉNÉFICE DES ÉMETTEURS ÉTABLIS BIEN CONNUS	17
DOCUMENTS DÉPOSÉS DANS LE CADRE DE LA DÉCLARATION D'INSCRIPTION	17
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES.....	18
DROIT CONTRACTUEL DE RÉOLUTION.....	18
ATTESTATION DE CENOVUS ENERGY INC.	A-1

À PROPOS DU PRÉSENT PROSPECTUS

Sous réserve de ce qui est indiqué à la rubrique « Description des titres de créance » et à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, dans le présent prospectus et dans tout supplément de prospectus, les termes « Cenovus », « nous », « notre » et « nos » renvoient à Cenovus Energy Inc. et à ses filiales et sociétés de personnes consolidées.

Dans le présent prospectus, dans tout supplément de prospectus et dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus, à moins d'indication contraire ou à moins que le contexte n'exige un autre sens, toutes les sommes en dollars sont en dollars canadiens, le mot « dollars » ou le symbole « \$ » désigne des dollars canadiens, et les mots « dollars américains » ou le symbole « \$ US » désignent des dollars des États-Unis. Sauf indication contraire, toute l'information financière qui figure dans le présent prospectus et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi ou qui sont inclus dans un supplément de prospectus a été préparée conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, lesquelles normes sont également les principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public.

Nous pouvons à l'occasion vendre toute combinaison des titres décrits dans le présent prospectus, et les porteurs vendeurs peuvent à l'occasion vendre certains titres, dans le cadre d'un ou de plusieurs placements. Le présent prospectus vous fournit une description générale des titres que nous ou que nous et les porteurs vendeurs pouvons offrir. Chaque fois que nous ou que les porteurs vendeurs, s'il y a lieu, vendront des titres aux termes du présent prospectus, nous fournirons un supplément de prospectus qui contiendra des renseignements précis sur les conditions de ce placement. Le supplément de prospectus peut également compléter, mettre à jour ou modifier les renseignements contenus dans le présent prospectus. Avant d'investir, vous devriez lire à la fois le présent prospectus et tout supplément de prospectus applicable ainsi que les renseignements supplémentaires dont il est question à la rubrique « Renseignements supplémentaires ».

Aux termes de la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée (la « **Loi de 1933** »), Cenovus a déposé auprès de la SEC une déclaration d'inscription sur formulaire F-10 à l'égard des titres offerts aux termes des présentes. Le présent prospectus constitue une partie de cette déclaration d'inscription, mais il ne renferme pas tous les renseignements qui y figurent; certains renseignements se trouvent dans des pièces jointes à la déclaration d'inscription, comme les règles et règlements de la SEC le permettent ou le prescrivent. Les renseignements omis dans le présent prospectus mais qui figurent dans la déclaration d'inscription pourront être consultés sur le site Internet de la SEC à l'adresse suivante : www.sec.gov. Il y a lieu de se reporter à la déclaration d'inscription et aux pièces de cette déclaration pour obtenir de plus amples renseignements à notre sujet et au sujet des titres.

L'information affichée sur notre site Web ou qui s'y rapporte, même s'il en est fait mention dans un document intégré par renvoi aux présentes, ne fait pas partie du présent prospectus.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent prospectus et les documents qui y sont intégrés par renvoi renferment certains énoncés prospectifs et autres renseignements prospectifs (appelés collectivement l'« **information prospective** ») au sens de la législation en valeurs mobilières applicable, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, au sujet de nos attentes, de nos estimations et de nos prévisions actuelles formulées d'après l'expérience et la perception que nous avons des tendances historiques. Même si nous croyons que les attentes représentées par cette information prospective sont raisonnables, rien ne permet de garantir qu'elles se révéleront exactes.

Outre la mise en garde figurant ci-après, en ce qui concerne l'information prospective contenue dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus, les souscripteurs ou les acquéreurs éventuels devraient se reporter à la rubrique « Information prospective » dans la notice annuelle (définie aux présentes), à la rubrique « Mise en garde — Information prospective » dans le rapport de gestion annuel (défini aux présentes), à la rubrique « Mise en garde — Information prospective » dans le rapport de gestion intermédiaire (défini aux présentes) et à la rubrique « Mise en garde — Information prospective » dans la circulaire (définie aux présentes), ainsi qu'aux mises en garde figurant dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus qui sont déposés après la date du présent prospectus.

L'information prospective figurant dans le présent prospectus et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi se reconnaît à des expressions comme « viser », « prévoir », « croire », « capacité », « s'engager à », « continuer », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « mettre l'accent », « prévision », « avenir », « futur », « en voie de », « objectif », « possibilités », « occasions », « plan », « position », « prioriser », « s'efforcer de », « cible » ou des expressions analogues ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel et comprend des suggestions de résultats futurs, notamment des énoncés à propos de ce qui suit : l'affectation possible du produit tiré des placements aux termes des présentes; la valeur et les rendements pour les actionnaires; la structure de coût; les marges; le rendement en matière de sécurité; la durabilité et le leadership en matière de durabilité; l'utilisation de notre réseau intégré d'actifs pour maximiser la valeur; la réalisation de notre stratégie; la redistribution de valeur supplémentaire aux actionnaires grâce à des rachats d'actions et/ou à des dividendes variables conformément au cadre de répartition du capital; les émissions de gaz à effet de serre (« **GES** »); la charge d'intérêt; l'infrastructure; les charges d'exploitation; les coûts en capital; les dépenses d'investissement, la répartition

du capital et la structure du capital; la discipline à l'égard du capital; la création de fonds provenant de l'exploitation disponibles; la résilience; la répartition de l'excédent des fonds provenant de l'exploitation disponibles; la gestion et la solidité du bilan; la souplesse dans les contextes où les prix des marchandises sont élevés ou faibles; les besoins de financement à court terme; la gestion de la structure du capital; les dividendes de toute nature; le rachat d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le renouvellement de celle-ci; le paiement intégral du prix de rachat de l'ensemble des bons de souscription; les réinvestissements dans l'entreprise; la diversification du portefeuille; le désendettement; les exigences de financement à court terme; le respect des obligations de paiement; le maintien des notes de crédit; le niveau d'endettement; la dette nette; le ratio dette nette/fonds provenant de l'exploitation ajustés; le ratio dette nette/BAIIA ajusté; l'ajustement des dépenses d'investissement et d'exploitation; les prélèvements sur les facilités de crédit; le remboursement de la dette existante; l'ajustement des dividendes; le rachat d'actions ordinaires; l'émission de nouveaux titres d'emprunt; l'émission de nouvelles actions; le maintien des liquidités; la souplesse; les dépenses en immobilisations; la production et les taux de production; la production unitaire ou la production de pétrole brut; la constance et la fiabilité des activités de tous les actifs exploités; le rendement opérationnel; les passifs découlant de litiges; les flux de trésorerie; les résultats financiers; les paiements variables; la charge d'impôt; la résilience financière; la concrétisation de la valeur; la surveillance des éléments fondamentaux du marché; l'atténuation de l'incidence des écarts de prix des marchandises; les plans visant l'atteinte des cibles liées aux cinq domaines d'intervention en matière environnementale, sociale et de gouvernance : le climat et les émissions de GES, la gestion de l'eau, la biodiversité, la réconciliation avec les Autochtones de même que l'inclusion et la diversité; l'accent sur notre budget de 2023; l'intégration de l'entreprise et des actifs; l'intégration des raffineries de Toledo et de Lima; l'optimisation des taux de production de nos raffineries; l'achèvement de la révision planifiée à la raffinerie de Borger; la construction de plateformes et la première injection de vapeur dans la zone Ipiatik à Foster Creek; l'ajout de nouvelles réserves de bitume à l'usine de Foster Creek par suite de l'acquisition de la zone Ipiatik; le développement sur plusieurs années dans le secteur Hydrocarbures classiques; l'augmentation de la production jusqu'à pleine capacité à la raffinerie de Superior; l'intégration de la raffinerie de Toledo; les engagements de transport et de stockage; la mise en service de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement de Terra Nova en vue du redémarrage de la production au champ Terra Nova au quatrième trimestre de 2023; l'avancement du projet West White Rose en vue de la première production de pétrole en 2026; les puits de développement et la première production de gaz du champ MAC en Indonésie; ainsi que nos perspectives en ce qui a trait aux marchandises et au dollar canadien de même qu'à leur influence et leur incidence sur Cenovus.

L'élaboration de l'information prospective repose sur un certain nombre d'hypothèses et la prise en compte de certains risques et de certaines incertitudes qui, dans certains cas, sont propres à Cenovus et dans d'autres, concernent le secteur en général. Les facteurs ou les hypothèses sur lesquels est fondée l'information prospective comprennent notamment ce qui suit : les prix prévisionnels du bitume, du pétrole brut, du gaz naturel, des liquides de gaz naturel (« **LGN** »), des condensats et des produits raffinés; les écarts de prix entre le brut léger et le brut lourd; notre capacité de réaliser les avantages et les synergies de coûts prévus associés aux acquisitions; l'exactitude de toute évaluation effectuée relativement aux acquisitions; les prévisions concernant la production et les volumes de production unitaire de pétrole brut et le calendrier de production; les niveaux d'investissements projetés, la souplesse des plans d'investissement et les sources de financement connexes; l'absence de changements défavorables importantes dans les politiques, les lois et les règlements gouvernementaux (notamment en ce qui a trait au changement climatique), les relations avec les Autochtones, les taux d'intérêt, l'inflation, les taux de change, les conditions de concurrence et l'offre et la demande de bitume, de pétrole brut, de gaz naturel, de LGN, de condensats et de produits raffinés; la stabilité politique, économique et sociale des territoires où nous exerçons nos activités; l'absence d'interruptions importantes des activités, notamment en raison de conditions météorologiques difficiles, d'une catastrophe naturelle, d'un accident, de troubles civils ou d'autres événements analogues; les conditions climatiques influant sur les régions où nous exerçons des activités; la concrétisation de nouvelles réductions de coûts et la pérennité de ces réductions; les régimes de redevances applicables, notamment les taux de redevance prévus; les améliorations futures de la disponibilité de la capacité de transport des produits; l'augmentation du cours de nos actions et de notre capitalisation boursière à long terme; les occasions de racheter des actions ordinaires aux fins d'annulation à des cours que nous jugeons acceptables; la suffisance des soldes de trésorerie, des flux de trésorerie générés à l'interne, des facilités de crédit existantes, de la gestion de notre portefeuille d'actifs et de l'accès à des capitaux et à des garanties d'assurance pour réaliser et financer des investissements futurs, des plans de durabilité et de développement et le versement de dividendes, y compris toute majoration de ceux-ci; la couverture économique à l'égard du gaz naturel dont nous avons besoin comme source de combustible pour nos activités d'exploitation des sables bitumineux et de raffinage assurée par la production de notre secteur Hydrocarbures classiques; la réalisation de la capacité prévue de stocker des barils non encore produits dans nos réservoirs de sables bitumineux, y compris notre capacité de produire et de vendre nos stocks à des dates ultérieures lorsque la demande aura augmenté, la capacité de transport pipelinier et/ou de stockage se sera améliorée et les écarts de prix du brut auront rétréci; l'hypothèse voulant que l'écart de prix entre le West Texas Intermediate (« **WTI** ») et le Western Canadian Select (« **WCS** ») en Alberta restera en grande partie lié à des facteurs propres à l'offre mondiale et à la capacité de traitement du pétrole brut; l'atténuation de l'incidence d'un élargissement éventuel des écarts sur une partie de nos volumes de pétrole brut WCS grâce à notre capacité de raffinage, à nos installations de stockage dynamique, à nos engagements pipeliniers existants, à notre capacité de chargement ferroviaire de brut et à nos opérations de couverture financière; notre capacité d'obtenir une production des installations de sables bitumineux sans contrainte; les estimations des quantités de bitume, de pétrole brut, de gaz naturel et de LGN pouvant être récupérées des terrains et des autres sources qui ne sont pas actuellement classées dans les réserves prouvées; l'exactitude des estimations et des jugements comptables; notre capacité d'obtenir les approbations nécessaires de la part des organismes de réglementation et des partenaires; la réalisation fructueuse, rentable et dans les délais des projets d'investissement, des programmes de développement ou des différentes étapes de ceux-ci; notre capacité de respecter nos obligations actuelles et futures; les coûts estimatifs d'abandon

et de remise en état, y compris les prélèvements et les règlements s'y rapportant; notre capacité d'attirer et de maintenir en poste du personnel qualifié et d'obtenir et de conserver le matériel requis en temps voulu et de manière rentable; notre capacité de réaliser des acquisitions et des aliénations, notamment selon les critères souhaités et dans les délais prévus; l'exactitude des scénarios et des hypothèses climatiques, y compris les données de tiers sur lesquelles nous nous appuyons; notre capacité d'obtenir et de mettre en œuvre l'ensemble des technologies et de l'équipement nécessaires pour atteindre les résultats futurs attendus, y compris en ce qui concerne les cibles et les ambitions en matière de climat et d'émissions de GES, ainsi que la viabilité commerciale et l'évolutivité des stratégies de réduction des émissions et des technologies et produits connexes; la collaboration avec les gouvernements, l'Alliance Nouvelles voies et d'autres organismes du secteur; la concordance des prix du WCS réalisés et des prix du WCS utilisés dans le calcul du paiement variable à BP Canada Energy Group ULC (« **BP Canada** »); les conditions commerciales et du marché; l'inflation prévue et d'autres hypothèses inhérentes à nos indications pour 2023 publiées sur le site cenovus.com et présentées ci-après; la disponibilité d'entreprises détenues ou exploitées par des Autochtones et notre capacité d'y avoir recours; et d'autres risques et incertitudes décrits à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des autorités en valeurs mobilières.

Les indications pour 2023, mises à jour le 26 juillet 2023, qui peuvent être consultées au cenovus.com, se fondent sur les données hypothétiques suivantes : un prix du Brent de 76,00 \$ US le baril; un prix du WTI de 71,00 \$ US le baril; un prix du WCS de 54,50 \$ US le baril; un écart WTI-WCS de 16,50 \$ US le baril; un prix du gaz naturel de l'Alberta Energy Company de 2,90 \$ le millier de pieds cubes; une marge de craquage 3-2-1 à Chicago de 26,50 \$ US le baril; et un taux de change de 0,75 \$ US/\$.

Parmi les facteurs de risque et les incertitudes susceptibles de faire différer sensiblement nos résultats réels de l'information prospective figurent notamment les suivants : l'incidence de la pandémie de COVID-19 et de ses variants sur nos activités, y compris les restrictions, confinements et mesures de traitement connexes imposés par les différents paliers de gouvernement dans les territoires où nous exerçons nos activités; le succès remporté par nos politiques de lutte contre la COVID-19 en milieu de travail; notre capacité de réaliser les avantages escomptés des acquisitions, ou de les réaliser dans les délais prévus; les passifs imprévus ou sous-estimés associés aux acquisitions; les risques liés aux acquisitions et aux aliénations; notre capacité d'obtenir ou de mettre en œuvre une partie ou l'ensemble des technologies nécessaires pour exploiter nos actifs de manière efficiente et efficace et réaliser les résultats futurs attendus, y compris en ce qui concerne les cibles et les ambitions en matière de climat et d'émissions de GES ainsi que la viabilité commerciale et l'évolutivité des stratégies de réduction des émissions et des technologies et produits connexes; l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies permettant de réaliser les objectifs et les ambitions en matière de climat et d'émissions de GES; la hausse des coûts associés aux crédits compensatoires de carbone et aux autres systèmes de crédits environnementaux; l'incidence des nouveaux actionnaires importants; la volatilité des prix des marchandises et d'autres hypothèses connexes; la durée de tout repli des marchés; le risque de change, notamment en ce qui a trait aux ententes libellées en devises; la suffisance de nos liquidités pour nous permettre de maintenir nos activités en période prolongée de repli; l'hypothèse voulant que l'écart WTI-WCS en Alberta restera en grande partie lié à des facteurs propres à l'offre mondiale et à la capacité de traitement du pétrole brut; notre capacité de concrétiser les incidences prévues de notre capacité de stocker des barils non encore produits dans nos réservoirs de sables bitumineux, y compris la possibilité que nous ne puissions effectuer la production et réaliser les ventes à des dates ultérieures lorsque la capacité de transport pipelinier et/ou de stockage et les écarts de prix du brut se seront améliorés; l'efficacité de notre programme de gestion des risques; l'exactitude des estimations de coûts concernant les prix des marchandises, les taux de change et les taux d'intérêt; le manque de concordance entre les prix du WCS réalisés et les prix du WCS utilisés dans le calcul du paiement variable à BP Canada; l'offre et la demande de produits; l'hypothèse voulant que le cours de nos actions reflète avec exactitude la valeur de Cenovus et les hypothèses relatives à la capitalisation boursière; la concurrence sur le marché, notamment celle issue des sources d'énergie de remplacement; les risques inhérents à nos activités de commercialisation, y compris les risques de crédit; l'exposition aux contreparties et aux partenaires, y compris la capacité et la volonté de ces parties d'acquitter leurs obligations contractuelles en temps voulu; les risques inhérents à l'exploitation de notre terminal de transport ferroviaire de pétrole brut, notamment les risques pour la santé, la sécurité et l'environnement; notre capacité de maintenir un ratio dette nette/BAIIA ajusté et un ratio dette nette/fonds provenant de l'exploitation ajustés souhaitables; notre capacité de faire appel à des sources diverses de capitaux d'emprunt et de capitaux propres en général, et de le faire selon des modalités acceptables; notre capacité de financer les dépenses d'investissement de croissance et de maintien; la modification des notes de crédit qui nous sont accordées ou qui sont accordées à nos titres; les changements apportés à nos plans de versement de dividendes; notre capacité d'utiliser des pertes fiscales dans l'avenir; l'exactitude des estimations de nos réserves de pétrole et de gaz naturel, de notre production future et de nos produits nets futurs; l'exactitude de nos estimations et jugements comptables; notre capacité de remplacer et d'accroître nos réserves de pétrole brut et de gaz naturel; les coûts d'acquisition des droits d'exploration, des études géologiques, des forages d'évaluation et du développement de projets; les exigences éventuelles en vertu des normes comptables devant s'appliquer de temps à autre en ce qui concerne la perte de valeur ou la reprise des montants recouvrables estimatifs de certains ou de la totalité de nos actifs ou de notre goodwill; notre capacité de maintenir nos relations avec nos partenaires et de gérer et d'exploiter avec succès nos entreprises intégrées; la fiabilité de nos actifs, notamment pour atteindre les objectifs de production; les éventuelles interruptions ou les difficultés techniques imprévues dans le développement de nouveaux produits et les processus de fabrication; la survenance d'événements inattendus donnant lieu à des interruptions des activités, notamment à des installations exploitées par nos partenaires ou par des tiers, comme des éruptions, des incendies, des explosions, des incidents reliés au transport ferroviaire ou des déraillements, des incidents de vol, des collisions avec des icebergs, des fuites gazeuses, la migration des substances dangereuses, la défaillance du confinement, des déversements ou des rejets, notamment en provenance d'installations extracôtières et de navires aux terminaux ou aux carrefours, et à la suite de fuites de pipelines ou d'autres fuites, la corrosion, des épidémies ou des pandémies et des

événements catastrophiques, notamment des guerres, des conditions difficiles en mer, les conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles, des actes de militantisme, de vandalisme et de terrorisme et d'autres accidents ou dangers pouvant se produire aux sites commerciaux ou industriels ou pendant le transport entre ces sites, ou encore d'autres accidents ou événements semblables; les marges de raffinage et de commercialisation; l'accroissement des coûts, y compris les pressions inflationnistes sur les charges d'exploitation, notamment la main-d'œuvre, les matériaux, le gaz naturel et les autres sources d'énergie utilisées dans les procédés d'exploitation des sables bitumineux et les activités en aval, et l'augmentation des franchises ou des primes d'assurance; le coût et la disponibilité de l'équipement nécessaire à nos activités; l'accueil éventuellement défavorable réservé aux produits sur le marché ou le maintien de leur acceptation sur le marché; les risques propres à notre réputation et à celle du secteur de l'énergie, à l'acceptation sociale et aux litiges connexes; les hausses de coût imprévues ou les difficultés techniques liées à l'exploitation, à la construction ou à la modification des installations de fabrication ou de raffinage; les difficultés imprévues liées à la production, au transport et au raffinage du bitume et/ou du pétrole brut destinés à la transformation en produits pétroliers et chimiques; les risques liés à la technologie et à l'équipement et à leur application dans le cadre de nos activités, notamment les cyberattaques éventuelles; les risques géopolitiques et les autres risques associés à nos activités internationales; les risques liés aux changements climatiques et nos hypothèses à leur sujet; le calendrier et les coûts de construction des puits et des pipelines; notre capacité d'accéder aux marchés et d'assurer convenablement et de manière rentable le transport de nos produits, y compris la capacité suffisante du transport par pipeline, du transport ferroviaire du pétrole brut, du transport maritime ou d'autres formes de transport, notamment pour combler des lacunes causées par des contraintes dans le réseau de pipelines ou la capacité de stockage; la disponibilité de talents essentiels et diversifiés et notre capacité à recruter et à fidéliser les personnes qui les possèdent; l'incapacité éventuelle à attirer et à maintenir en poste du personnel de direction et du personnel qualifié et à obtenir et à conserver le matériel requis en temps voulu et de manière rentable; l'évolution démographique de la main-d'œuvre et les changements dans les relations de travail, notamment avec les travailleurs syndiqués; les coûts imprévus d'abandon et de remise en état; l'évolution des cadres réglementaires ou des exigences en matière de permis et d'approbation dans les territoires où nous exerçons des activités ou à l'égard de l'infrastructure sur laquelle nous nous appuyons; les mesures gouvernementales ou les initiatives réglementaires visant à réduire l'exploitation énergétique ou à réaliser des plans plus larges en matière de changements climatiques; les changements dans les processus d'approbation réglementaire et dans les lois et règlements, notamment en matière de désignation d'utilisation du sol, de redevances, d'impôts, d'environnement, de GES, de carbone et de changements climatiques, ou dans l'interprétation qui en est faite, en leur version adoptée ou proposée, leurs répercussions et les coûts de conformité connexes; le moment prévu des diverses prises de position, modifications de règles et normes comptables, ainsi que leur incidence prévue sur nos activités, nos résultats financiers et nos états financiers consolidés; l'évolution de la conjoncture générale de l'économie, des marchés et des affaires; l'incidence des accords de production intervenus entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'« OPEP ») et des pays non membres de l'OPEP; la situation politique, sociale et économique des territoires dans lesquels nous exerçons des activités ou que nous approvisionnons; l'état de nos relations avec les collectivités au sein desquelles nous exerçons nos activités, notamment les collectivités autochtones; la survenance d'événements imprévus tels que des protestations, des pandémies, des guerres et des menaces terroristes et l'instabilité qui en résulte; et les risques liés aux poursuites, aux propositions d'actionnaires et aux mesures réglementaires, actuelles et éventuelles, à notre rencontre. En outre, les mesures que nous prenons pour atteindre les cibles, respecter les engagements et réaliser les ambitions liés aux domaines d'intervention en matière environnementale, sociale et de gouvernance pourraient avoir une incidence négative sur nos activités actuelles, nos plans de croissance et nos résultats d'exploitation futurs.

Les énoncés qui se rapportent aux « réserves » sont réputés être de l'information prospective, car l'existence de ces réserves dans les quantités prédites ou estimées, de même que la rentabilité de leur production dans les exercices à venir, relèvent implicitement d'estimations et d'hypothèses.

Le lecteur est prié de noter que les listes qui précèdent ne sont pas exhaustives et ne sont valables qu'à la date des présentes. D'autres événements ou circonstances pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent considérablement des résultats qui sont estimés, prévus ou indiqués dans l'information prospective ou qui en découlent implicitement. Vous devriez examiner attentivement les sujets abordés à la rubrique « *Facteurs de risque* » dans le présent prospectus et dans tout supplément de prospectus applicable. Vous devriez également vous reporter à la rubrique « *Facteurs de risque* » dans la notice annuelle, à la rubrique « *Gestion des risques et facteurs de risque* » dans le rapport de gestion annuel et à la rubrique « *Gestion des risques et facteurs de risque* » dans le rapport de gestion intermédiaire, qui sont intégrées par renvoi dans le présent prospectus, et aux facteurs de risque décrits dans d'autres documents intégrés par renvoi aux présentes.

Vous ne devriez pas vous fier indûment à l'information prospective contenue dans le présent prospectus ou qui y est intégrée par renvoi, étant donné que les résultats réels atteints pourraient être différents de l'information prospective et que ces différences pourraient être importantes. Nous ne faisons aucune déclaration portant que les résultats réels obtenus seront les mêmes, en totalité ou en partie, que ceux dont il est fait état dans l'information prospective. De plus, l'information prospective contenue dans le présent prospectus ou qui y est intégrée par renvoi est valable à la date du présent prospectus ou à la date indiquée dans le document qui y est intégré par renvoi, selon le cas. Sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables le prescrivent, nous ne sommes pas tenus de mettre à jour publiquement ou de réviser par ailleurs l'information prospective ou les listes qui précèdent de facteurs ayant une incidence sur l'information prospective à la suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour tout autre motif.

La présente mise en garde vise toute l'information prospective qui figure dans le présent prospectus ou qui y est intégrée par renvoi.

NOTE CONCERNANT L'INFORMATION SUR LES RÉSERVES

Les autorités en valeurs mobilières du Canada ont adopté le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (le « **Règlement 51-101** »), qui impose des normes de présentation de l'information sur le pétrole et le gaz aux sociétés émettrices ouvertes du Canada exerçant des activités pétrolières et gazières. Le Règlement 51-101 permet aux émetteurs du secteur pétrolier et gazier de donner, dans les documents qu'ils déposent auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, de l'information sur leurs réserves prouvées et probables et sur les réserves et la production selon un prix brut, avant déduction des redevances. Les réserves prouvées sont des réserves qu'on estime avec une certitude élevée pouvoir récupérer. Les réserves probables sont des réserves additionnelles pour lesquelles la certitude de récupération est inférieure.

Nous sommes autorisés à présenter de l'information sur les réserves conformément aux exigences de la législation canadienne en valeurs mobilières, et certains des documents intégrés par renvoi dans les présentes contiennent de l'information sur les réserves désignées comme étant des réserves probables.

Les définitions données aux réserves prouvées et probables par la SEC diffèrent de celles qui figurent dans le Règlement 51-101; en conséquence, l'information sur les réserves prouvées et probables conforme au Règlement 51-101 qui figure dans les documents intégrés par renvoi dans les présentes pourrait ne pas répondre aux normes américaines. La SEC exige que les émetteurs assujettis du secteur pétrolier et gazier des États-Unis donnent de l'information, dans les documents qu'ils déposent auprès d'elle, uniquement sur les réserves prouvées, après déduction des redevances et de la production qui revient à des tiers, mais permet la communication facultative d'information concernant les réserves probables.

Comme le permet le Règlement 51-101, nous avons calculé et présenté dans l'information sur les réserves établie conformément au Règlement 51-101 la valeur actualisée nette des produits des activités ordinaires nets futurs attribuables à nos réserves au moyen de prix et de coûts prévisionnels. La SEC exige que les réserves et les produits des activités ordinaires nets futurs qui en sont tirés soient estimés au moyen des prix historiques moyens sur 12 mois, mais permet la communication facultative d'estimations de produits des activités ordinaires établies au moyen de critères différents concernant les prix et les frais, notamment les prix futurs normalisés.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la présentation de nos réserves et d'autres renseignements sur le pétrole et le gaz, se reporter à la rubrique intitulée « *Données relatives aux réserves et autres données sur le pétrole et le gaz* » de la notice annuelle, qui est intégrée par renvoi dans les présentes.

EXÉCUTION DE DROITS FONDÉS SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Nous sommes une société constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « **LCSA** ») et sommes régis par cette loi. La plupart de nos administrateurs et dirigeants ainsi que la totalité ou une partie des experts désignés dans le présent prospectus sont des résidents canadiens ou encore résident à l'extérieur des États-Unis et la majeure partie de leurs actifs sont situés à l'extérieur des États-Unis. Nous avons nommé un mandataire aux fins de la signification de procédures aux États-Unis, mais il pourrait être difficile pour les porteurs de titres qui résident aux États-Unis de faire signifier des actes de procédure aux États-Unis contre des administrateurs, des dirigeants et des experts qui ne résident pas dans ce pays. Il pourrait également être difficile pour les porteurs de titres qui résident aux États-Unis de faire exécuter aux États-Unis les jugements de tribunaux des États-Unis fondés sur notre responsabilité civile ou celle de nos administrateurs, dirigeants et experts aux termes des lois sur les valeurs mobilières des États-Unis. Nos conseillers juridiques canadiens, Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., nous ont informés qu'un jugement rendu par un tribunal des États-Unis fondé uniquement sur la responsabilité civile aux termes des lois sur les valeurs mobilières fédérales américaines pourrait vraisemblablement être exécuté au Canada si le tribunal des États-Unis qui a rendu le jugement avait la compétence pour trancher la question et que cette compétence était reconnue par un tribunal canadien dans le même but. Toutefois, Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. nous a signalé qu'il existe de réels doutes quant à la possibilité d'engager une action en première instance au Canada fondée sur une obligation qui découle uniquement des lois sur les valeurs mobilières fédérales américaines.

Nous avons déposé auprès de la SEC, en même temps que notre déclaration d'inscription sur formulaire F-10 dont le présent prospectus fait partie, la nomination d'un mandataire aux fins de signification sur formulaire F-X. Dans le formulaire F-X, nous avons nommé CT Corporation System à titre de mandataire aux fins de la signification d'actes de procédure aux États-Unis dans le cadre de toute enquête ou procédure administrative menée par la SEC et de toute poursuite civile intentée contre nous ou nous visant devant un tribunal des États-Unis qui découle du placement des titres aux termes du présent prospectus ou qui s'y rapporte.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus provient de documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus sur demande adressée au secrétaire de Cenovus Energy Inc., au 4100, 225th Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 0M5, au numéro de

téléphone 403-766-2000. Ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (« **SEDAR+** ») au www.sedarplus.ca.

Nous déposons auprès des commissions de valeurs mobilières ou des autorités analogues de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada des rapports annuels et trimestriels, des déclarations de changement important et d'autres renseignements. Nous sommes assujettis aux obligations d'information prévues par la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée (la « **Loi de 1934** ») et, conformément à cette loi, nous déposons également des rapports auprès de la SEC et lui fournissons d'autres renseignements. Aux termes du régime d'information multinational adopté par les États-Unis et le Canada, ces rapports et autres renseignements (y compris l'information financière) peuvent être établis, en partie, conformément aux obligations d'information imposées par les autorités en valeurs mobilières provinciales et territoriales du Canada, qui diffèrent de celles des États-Unis. Les documents que nous déposons peuvent également être consultés par voie électronique sur le système électronique de collecte de données, d'analyse et de recherche de la SEC (EDGAR) au www.sec.gov ainsi que par l'intermédiaire de services de recherche documentaire commerciaux.

Aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable au Canada et aux États-Unis, nous sommes autorisés à intégrer par renvoi certains renseignements que nous déposons auprès des commissions de valeurs mobilières ou des autorités analogues du Canada et de la SEC; ainsi, nous pouvons vous communiquer d'importants renseignements en vous renvoyant à ces documents. Les renseignements intégrés par renvoi constituent une partie importante du présent prospectus. Nous intégrons par renvoi les documents énumérés ci-après, qui ont été déposés auprès d'une commission de valeurs mobilières ou d'une autorité analogue dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada aux termes de la législation en valeurs mobilières canadienne :

- a) nos états financiers consolidés annuels audités et le rapport de l'auditeur connexe au 31 décembre 2022 et pour l'exercice clos à cette date;
- b) notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (le « **rapport de gestion annuel** »);
- c) nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 septembre 2023 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date;
- d) notre rapport de gestion pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 (le « **rapport de gestion intermédiaire** »);
- e) notre notice annuelle datée du 15 février 2023 (la « **notice annuelle** »);
- f) notre circulaire de sollicitation de procurations datée du 1^{er} mars 2023 relativement à une assemblée annuelle des actionnaires tenue le 26 avril 2023 (la « **circulaire** »).

Tous les documents du genre de ceux qui, selon le *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*, doivent être intégrés par renvoi dans un prospectus simplifié, y compris les notices annuelles, les états financiers annuels (ainsi que les rapports de l'auditeur connexes), les circulaires de sollicitation de procurations, les états financiers intermédiaires, les rapports de gestion, les déclarations de changement important (à l'exclusion des déclarations de changement important confidentielles) ou les déclarations d'acquisition d'entreprise que nous déposons auprès des commissions des valeurs mobilières ou des autorités similaires dans les provinces et territoires pertinents du Canada entre la date du présent prospectus et la date de la fin du placement des titres aux termes d'un supplément de prospectus seront réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Ces documents peuvent être consultés sur le site Internet de SEDAR+.

En outre, les documents similaires que nous déposons auprès de la SEC dans nos rapports périodiques sur formulaire 6-K ou dans nos rapports annuels sur formulaire 40-F et les autres documents que nous déposons auprès de la SEC ou fournissons à la SEC aux termes des paragraphes 13(a), 13(c) ou 15(d) de la Loi de 1934, dans chaque cas après la date du présent prospectus simplifié, sont réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié et dans la déclaration d'inscription dont le présent prospectus simplifié fait partie dans la mesure précisée expressément dans les rapports en question. Si des documents ou des renseignements intégrés par renvoi dans le présent prospectus sont inclus dans un rapport déposé auprès de la SEC ou fourni à la SEC sur formulaire 40-F, 20-F, 10-K, 10-Q, 8-K ou 6-K (ou sur tout formulaire remplaçant), ils sont également réputés intégrés par renvoi à titre de pièce de la déclaration d'inscription dont le présent prospectus fait partie.

Une déclaration qui figure dans le présent prospectus ou dans un document (ou une partie d'un document) intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes est réputée modifiée ou remplacée, pour l'application du présent prospectus, dans la mesure où une déclaration contenue dans les présentes ou dans tout document ultérieurement déposé (ou toute partie de celui-ci) qui est également intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes modifie ou remplace la déclaration antérieure. Une déclaration ainsi modifiée ou remplacée n'est pas réputée faire partie du présent prospectus, sauf dans sa forme modifiée ou remplacée. Il n'est pas nécessaire que dans la nouvelle déclaration soit indiqué le fait que celle-ci modifie ou remplace une

déclaration antérieure ou qu'elle inclut une autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. Le fait de présenter une déclaration qui en modifie ou en remplace une autre n'est pas réputé constituer une admission à quelque fin que ce soit du fait que la déclaration modifiée ou remplacée, au moment où elle a été faite, constituait une information fausse ou trompeuse, ni une déclaration fausse d'un fait important, ni une omission de déclarer un fait important qui doit être déclaré ou dont la mention est nécessaire pour éviter qu'une déclaration ne soit trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite.

Nous déposerons les ratios de couverture par le bénéfice mis à jour chaque trimestre auprès des autorités en valeurs mobilières compétentes, dont la SEC, comme suppléments de prospectus ou annexes à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et à nos états financiers annuels consolidés audités et ils seront réputés intégrés par renvoi au présent prospectus aux fins du placement des titres.

Lorsque nous déposons une nouvelle notice annuelle, les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'autorité analogue dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada pendant la durée de la validité du présent prospectus, la notice annuelle antérieure, les états financiers consolidés annuels audités antérieurs et le rapport de gestion connexe antérieur, tous les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les rapports de gestion connexes et les déclarations de changement important déposés avant le début de notre exercice au cours duquel la nouvelle notice annuelle et les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe correspondants sont déposés, et toutes les circulaires de sollicitation de procurations qui ont été déposées avant le début de l'exercice auquel la nouvelle notice annuelle se rapporte sont réputés ne plus être intégrés dans le présent prospectus aux fins de placements futurs de titres aux termes du présent prospectus. Lorsque nous déposons de nouveaux états financiers consolidés intermédiaires non audités et les rapports de gestion connexes auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'autorité analogue dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada pendant la durée de validité du présent prospectus, tous les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les rapports de gestion connexes déposés avant les nouveaux états financiers consolidés intermédiaires non audités et les rapports de gestion connexes sont réputés ne plus être intégrés par renvoi dans le présent prospectus aux fins de placements futurs de titres aux termes du présent prospectus. Lorsque nous déposons une nouvelle circulaire de sollicitation de procurations relativement à une assemblée annuelle de nos actionnaires auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'autorité analogue dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada pendant la durée de la validité du présent prospectus, la circulaire de sollicitation de procurations relativement à l'assemblée annuelle de nos actionnaires précédente est réputée ne plus être intégrée par renvoi dans le présent prospectus aux fins de placements futurs de titres aux termes du présent prospectus. De plus, lorsque nous déposons une nouvelle notice annuelle auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'autorité analogue dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada pendant la durée de la validité du présent prospectus, pour laquelle les états financiers consolidés annuels audités correspondants comprennent au moins neuf mois de résultats financiers d'une entreprise acquise à l'égard de laquelle une déclaration d'acquisition d'entreprise a été déposée par nous et intégrée par renvoi dans le présent prospectus, cette déclaration d'acquisition d'entreprise est réputée ne plus être intégrée par renvoi dans le présent prospectus aux fins de placements futurs de titres aux termes du présent prospectus.

Tous les renseignements qui, selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, peuvent être omis dans le présent prospectus seront contenus ou intégrés par renvoi dans un ou plusieurs suppléments de prospectus qui (sauf en ce qui concerne les ventes effectuées dans le cadre d'un placement au cours du marché) seront transmis aux acquéreurs avec le présent prospectus et les modifications de celui-ci. Chaque supplément de prospectus sera réputé intégré par renvoi dans le présent prospectus simplifié aux fins de la législation en valeurs mobilières applicable à la date du supplément de prospectus et uniquement aux fins du placement des titres auquel le supplément de prospectus se rapporte.

DOCUMENTS DE COMMERCIALISATION

Tout « modèle » de « documents de commercialisation » (au sens donné à ces expressions dans les lois sur les valeurs mobilières applicables) servant dans le cadre du placement des titres sera déposé sur SEDAR+. Si ces documents de commercialisation sont déposés après la date du supplément de prospectus applicable pour le placement et avant la fin du placement de ces titres, ces versions déposées des documents de commercialisation seront réputées intégrées par renvoi dans le présent prospectus aux fins du placement des titres auxquels le supplément de prospectus se rapporte.

CENOVUS ENERGY INC.

Cenovus est une société d'énergie intégrée canadienne dont le siège social se trouve à Calgary, en Alberta. Nos actions ordinaires et nos bons de souscription d'actions ordinaires sont inscrits à la cote de la TSX et de la NYSE. Nos actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif de séries 1, 2, 3, 5 et 7 sont inscrites à la cote de la TSX. Nous sommes le deuxième producteur canadien de pétrole brut et de gaz naturel en importance exerçant des activités en amont au Canada et dans la région de l'Asie-Pacifique, et la deuxième entreprise canadienne en importance dans les domaines du raffinage et de la valorisation exerçant des activités en aval au Canada et aux États-Unis.

Nos activités en amont comprennent des projets de sables bitumineux dans le nord de l'Alberta; des projets de pétrole brut, de gaz naturel et de LGN classiques et produits par méthode thermique dans l'Ouest canadien; la production de pétrole brut au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador; et la production de gaz naturel et de LGN au large des côtes

chinoises et indonésiennes. Nos activités en aval comprennent la valorisation et le raffinage au Canada et aux États-Unis ainsi que des activités liées aux carburants commerciaux à l'échelle du Canada.

Nos activités couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur : mise en valeur, production, raffinage, transport et commercialisation de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers raffinés au Canada et ailleurs dans le monde. L'intégration physique de nos activités en amont et de nos activités en aval contribue à atténuer l'incidence de la volatilité des écarts de prix entre le pétrole léger et le pétrole lourd et à améliorer notre résultat net en nous permettant de dégager de la valeur de notre production de pétrole brut et de gaz naturel grâce à la vente de produits finis comme les carburants de transport.

STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ

Depuis le 30 septembre 2023, aucun changement important n'a été apporté à notre capital-actions et à nos capitaux d'emprunt, sur une base consolidée.

EMPLOI DU PRODUIT

Sauf indication contraire dans le supplément de prospectus applicable, nous affecterons le produit net que nous tirerons de la vente des titres aux besoins généraux de l'entreprise. Ces besoins généraux peuvent comprendre des dépenses d'investissement, le remboursement de dettes et le financement d'acquisitions. Le montant du produit net devant être affecté à ces fins sera indiqué dans un supplément de prospectus applicable. Nous pouvons investir les fonds dont nous n'avons pas besoin immédiatement dans des titres négociables à court terme. Les porteurs vendeurs ne tireront aucun produit, directement ou indirectement, d'un placement de titres effectué par nous aux termes du présent prospectus. Nous ne tirerons aucun produit, directement ou indirectement, de la vente de titres par les porteurs vendeurs.

DESCRIPTION DES TITRES DE CRÉANCE

Dans la présente rubrique seulement, les mots « nous », « notre », « nos » ou « Cenovus » désignent uniquement Cenovus Energy Inc. sans ses filiales ou les sociétés de personnes par l'intermédiaire desquelles elle exerce ses activités. Le texte qui suit décrit certaines modalités et dispositions générales rattachées aux titres de créance.

Nous pouvons émettre des titres de créance séparément ou avec d'autres titres ou au moment de la conversion d'autres titres ou en échange d'autres titres. Les modalités et dispositions particulières de chaque série de titres de créance que nous pouvons offrir, y compris les droits de conversion ou d'échange s'y rattachant, seront décrites plus en détail dans le supplément de prospectus applicable, lequel peut donner des renseignements différents de ceux figurant dans le présent prospectus. Nous nous réservons le droit d'inclure dans un supplément de prospectus des modalités variables particulières rattachées aux titres de créance, dont la description ne correspond pas à celle figurant dans le présent prospectus. Dans la mesure où des modalités ou dispositions ou d'autres renseignements figurant dans le présent prospectus diffèrent des modalités ou dispositions ou d'autres renseignements décrits dans un supplément de prospectus, la description figurant dans le présent prospectus sera réputée avoir été remplacée par la description donnée dans le supplément de prospectus qui concerne ces titres de créance.

Les titres de créance offerts aux termes du présent prospectus peuvent être émis aux termes d'un acte de fiducie daté du 17 août 2012 intervenu entre nous et The Bank of New York Mellon, à titre de « fiduciaire » (en sa version complétée à l'occasion, l'« **acte de fiducie** »). L'acte de fiducie est assujéti à la loi des États-Unis intitulée *Trust Indenture Act of 1939*, dans sa version modifiée, et est régi par cette loi. Nous pouvons également émettre à l'occasion des titres de créance et contracter des dettes supplémentaires aux termes du présent prospectus aux termes d'un ou de plusieurs actes autres que l'acte de fiducie, selon ce qui est indiqué dans le supplément de prospectus applicable.

Généralités

Le supplément de prospectus pertinent relatif à un placement de titres de créance qui seront émis notamment aux termes de l'acte de fiducie énoncera les modalités particulières de ces titres de créance. Ces modalités pourraient comprendre une partie ou la totalité des éléments qui suivent :

- la désignation particulière et le capital global de nos titres de créance de cette série;
- s'il y a lieu, la mesure dans laquelle et la façon selon laquelle les paiements relatifs à nos titres de créance de cette série auront supériorité ou infériorité de rang par rapport au paiement préalable de nos autres dettes et obligations;
- le ou les pourcentages du capital auxquels nos titres de créance de cette série seront émis;
- la ou les dates auxquelles le capital de nos titres de créance de cette série (et la prime, s'il y a lieu, sur ceux-ci) sera payable et la tranche du capital de nos titres de créance de cette série qui est payable en cas

de échéance du terme (si moins de la totalité du capital est alors payable) et/ou la façon dont ces dates sont fixées ou reportées;

- le ou les taux (qu'ils soient fixes ou variables) auxquels nos titres de créance de cette série porteront intérêt, s'il y a lieu, et la ou les dates à compter desquelles les intérêts courront;
- les dates auxquelles les intérêts seront payables et les dates de clôture des registres régulières pour le paiement des intérêts sur nos titres de créance de cette série sous forme nominative;
- le ou les lieux où le capital de nos titres de créance de cette série (et la prime et les intérêts, s'il y a lieu, sur ceux-ci) sera payable et chaque bureau ou agence où nos titres de créance de cette série peuvent être présentés aux fins de l'inscription de leur transfert ou de leur échange;
- s'il ne s'agit pas du dollar américain, la monnaie dans laquelle nos titres de créance de cette série sont libellés ou dans laquelle le capital de ces titres de créance (et la prime et les intérêts, s'il y a lieu, sur ceux-ci) sera payable;
- la question de savoir si nos titres de créance de cette série pourront être émis sous la forme d'un ou de plusieurs titres globaux et, le cas échéant, l'identité du dépositaire des titres globaux;
- toute disposition relative au remboursement par anticipation obligatoire ou optionnel ou au fonds d'amortissement;
- s'il y a lieu, la ou les périodes pendant lesquelles nous pouvons rembourser par anticipation ou racheter nos titres de créance de cette série, le ou les prix auxquels nous pouvons les rembourser par anticipation ou les racheter, la monnaie dans laquelle nous pouvons les rembourser par anticipation ou les racheter et les modalités et conditions selon lesquelles nous pouvons les rembourser par anticipation ou les racheter;
- s'il y a lieu, les modalités et conditions selon lesquelles vous pouvez faire rembourser nos titres de créance de cette série avant l'échéance et le ou les prix auxquels nos titres de créance de cette série sont payables ainsi que la monnaie dans laquelle ils sont payables en cas de remboursement avant l'échéance;
- tout indice utilisé pour établir le montant des paiements du capital de nos titres de créance de cette série (et de la prime et des intérêts, s'il y a lieu, sur ceux-ci);
- s'il y a lieu, les modalités, conditions et procédures selon lesquelles nos titres de créance de cette série peuvent être convertis en d'autres de nos titres, y compris des actions ordinaires, des actions privilégiées, des titres de créance ou des titres de créance d'autres entités, ou peuvent être échangés contre de tels titres;
- toute autre modalité rattachée à nos titres de créance de cette série, y compris les engagements et les cas de défaut qui s'appliquent uniquement à une série donnée de nos titres de créance offerts et qui ne s'appliquent pas de façon générale aux autres titres de créance, ou les engagements ou les cas de défaut qui s'appliquent de façon générale à nos titres de créance de cette série mais qui ne s'appliquent pas à une série donnée de nos titres de créance;
- s'il ne s'agit pas de The Depository Trust Company, la personne désignée à titre de dépositaire de nos titres de créance de cette série;
- les principales incidences fiscales fédérales canadiennes et américaines applicables;
- la question de savoir si nous paierons des sommes supplémentaires sur nos titres de créance de cette série au titre de certains impôts et les circonstances dans lesquelles nous les paierons (et les modalités de ces paiements) et, le cas échéant, la question de savoir si nous aurons l'option de rembourser par anticipation nos titres de créance de cette série plutôt que de payer les sommes supplémentaires (et les modalités de cette option);
- la question de savoir si le paiement de nos titres de créance de cette série sera cautionné par une autre personne;
- si les titres de créance de cette série ne sont pas émis en coupures de 2 000 \$ US et en multiples entiers de 1 000 \$ US en excédent de cette somme, les coupures dans lesquelles ces titres peuvent être émis.

Outre dans le cadre de nouvelles émissions de titres de créance, le présent prospectus peut être utilisé à l'occasion de la recommercialisation de titres de créance en circulation, auquel cas les modalités de l'opération de recommercialisation et des titres en faisant l'objet seront présentées dans le supplément de prospectus applicable. Se reporter à la rubrique « *Mode de placement* ».

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

Le texte qui suit expose les modalités et les dispositions relatives à notre capital existant. Les modalités et les dispositions particulières des actions ordinaires et/ou des actions privilégiées offertes au moyen d'un supplément de prospectus et la mesure dans laquelle ces modalités et dispositions générales s'appliquent à ces actions seront précisées dans ce supplément de prospectus. Cenovus est autorisée à émettre (i) un nombre illimité d'actions ordinaires et (ii) des actions privilégiées de premier rang et de deuxième rang (collectivement, les « **actions privilégiées** ») jusqu'à un nombre total ne devant pas dépasser 20 % du nombre total des actions ordinaires alors en circulation.

Actions ordinaires

La description qui suit est présentée sous réserve des modalités et des dispositions de nos statuts et de nos règlements administratifs.

Les porteurs des actions ordinaires ont le droit (i) de recevoir des dividendes quand le conseil d'administration de Cenovus (le « **conseil** ») en déclare; (ii) de recevoir l'avis de convocation et d'assister à toutes les assemblées des actionnaires et d'y exercer leurs droits de vote à raison d'une voix par action ordinaire qu'ils détiennent; et (iii) de participer à toute distribution des actifs de Cenovus en cas de liquidation ou de dissolution ou d'une autre distribution des actifs de Cenovus entre ses actionnaires aux fins de dissoudre ses affaires.

La déclaration de dividendes est à l'entière appréciation du conseil et est évaluée chaque trimestre. Tous les dividendes seront examinés par le conseil et peuvent être augmentés, diminués ou suspendus à l'occasion. Notre capacité de verser des dividendes et le montant réel de ces dividendes dépendent, entre autres, de notre rendement financier, de nos engagements et de nos obligations d'emprunt, de notre capacité à respecter nos obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, de nos besoins en fonds de roulement, de nos obligations fiscales futures, de nos besoins de capitaux ultérieurs, du prix des marchandises et des facteurs de risque présentés dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus.

Actions privilégiées

La description qui suit est présentée sous réserve des modalités et des dispositions de nos statuts et nos règlements administratifs.

Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries. Le conseil peut établir la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés à chaque série d'actions privilégiées avant l'émission de cette série. Les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de Cenovus, mais pourraient avoir le droit d'y voter si Cenovus omet de verser des dividendes sur cette série d'actions privilégiées. Les actions privilégiées de premier rang ont priorité sur les actions privilégiées de deuxième rang et les actions ordinaires, et les actions privilégiées de deuxième rang ont priorité sur les actions ordinaires, en ce qui a trait aux versements de dividendes et aux distributions d'actifs de Cenovus en cas de liquidation ou de dissolution de Cenovus ou de liquidation de ses affaires.

Les modalités particulières d'une série d'actions privilégiées qui sont décrites dans un supplément de prospectus, y compris la désignation de la série, le nombre d'actions privilégiées offertes, le prix d'offre ou le mode d'établissement du prix d'offre, les droits de vote, le taux de dividendes, les dates de versement des dividendes, les modalités de remboursement par anticipation à notre gré ou au gré d'un porteur, les modalités d'échange ou de conversion et toutes les autres modalités particulières, compléteront et pourraient, s'il y a lieu, modifier ou remplacer les conditions générales décrites dans la présente rubrique, de sorte que les énoncés formulés dans la présente rubrique pourraient ne pas s'appliquer à une série donnée d'actions privilégiées.

DESCRIPTION DES REÇUS DE SOUSCRIPTION

La présente rubrique décrit les modalités générales qui s'appliquent aux reçus de souscription que nous pouvons offrir aux termes du présent prospectus.

Les reçus de souscription peuvent être offerts séparément ou conjointement avec des actions ordinaires et/ou d'autres titres. Les reçus de souscription seront émis aux termes d'une ou de plusieurs conventions relatives aux reçus de souscription que nous conclurons avec un agent pour les reçus de souscription au moment de leur émission. Dans la mesure où des conditions, des dispositions ou d'autres renseignements figurant dans le présent prospectus diffèrent des conditions, des dispositions ou des renseignements décrits dans un supplément de prospectus, la description figurant dans le présent prospectus sera réputée avoir été remplacée par la description figurant dans le supplément de prospectus à l'égard de ces reçus de souscription.

Un reçu de souscription confèrera à son porteur le droit de recevoir une action ordinaire et/ou d'autres titres, sans payer de contrepartie supplémentaire, à la réalisation d'une opération ou d'un événement donné, soit habituellement l'acquisition par nous ou par l'une ou plusieurs de nos filiales des actifs ou des titres d'une autre entité. Le produit tiré d'un placement de reçus de souscription sera entiercé auprès d'un agent d'entiercement jusqu'à la réalisation de l'opération ou de l'événement ou à l'expiration de l'entiercement (sans égard au fait que l'opération ait été réalisée ou l'événement soit survenu ou non). Les porteurs de reçus de souscription recevront des actions ordinaires et/ou d'autres titres à la réalisation d'une opération ou d'un événement donné ou, si l'opération ou l'événement ne se réalise pas au plus tard à l'expiration de l'entiercement, ils se feront rembourser les fonds qu'ils ont versés pour souscrire leurs reçus de souscription ainsi que les intérêts ou autres revenus gagnés sur ceux-ci, conformément aux modalités d'entiercement applicables.

Les porteurs de reçus de souscription ne sont pas des actionnaires de Cenovus. Les modalités et les dispositions particulières des reçus de souscription offerts au moyen de tout supplément de prospectus et la mesure dans laquelle les modalités et les dispositions générales exposées ci-après s'appliquent à ceux-ci seront précisées dans le supplément de prospectus déposé à l'égard de ces reçus de souscription, qui indiquera notamment, s'il y a lieu : (i) le nombre de reçus de souscription offerts; (ii) le prix auquel les reçus de souscription seront offerts; (iii) les modalités, conditions et procédures suivant lesquelles les porteurs de reçus de souscription auront le droit de recevoir des actions ordinaires et/ou d'autres titres; (iv) le nombre d'actions ordinaires et/ou d'autres titres pouvant être obtenus à la conversion de chaque reçu de souscription; (v) la désignation et les modalités des autres titres avec lesquels les reçus de souscription seront offerts, s'il y a lieu, et le nombre de reçus de souscription qui seront offerts avec chacun de ces titres; (vi) les modalités relatives à l'entiercement et au retour à la libre disposition du produit brut tiré de la vente des reçus de souscription ainsi que des intérêts et des revenus gagnés sur celui-ci; (vii) les incidences fiscales importantes découlant de la propriété, de la détention et de la disposition des reçus de souscription; et (viii) toutes autres modalités et conditions importantes des reçus de souscription, notamment, la cessibilité, les modalités de rajustement et la question de savoir si les reçus de souscription seront inscrits à la cote d'une bourse de valeurs.

DESCRIPTION DES BONS DE SOUSCRIPTION

La présente rubrique décrit les modalités générales qui s'appliquent aux bons de souscription que nous pouvons offrir aux termes du présent prospectus.

Nous pouvons émettre des bons de souscription d'actions ordinaires, d'actions privilégiées ou de titres de créance. Les bons de souscription peuvent être offerts séparément ou avec d'autres titres et peuvent être rattachés à ceux-ci ou en être séparés. Les bons de souscription seront émis aux termes d'une convention ou d'un acte fiduciaire relatif aux bons de souscription qui interviendra entre nous et un fiduciaire au moment de leur émission ou seront représentés par des certificats de bons de souscription émis par nous.

Les porteurs de bons de souscription ne sont pas des actionnaires de Cenovus. Les modalités et les dispositions particulières des bons de souscription offerts au moyen de tout supplément de prospectus et la mesure dans laquelle les modalités et les dispositions générales exposées ci-après s'appliquent à ceux-ci seront précisées dans le supplément de prospectus déposé à l'égard de ces bons de souscription, qui indiquera notamment, s'il y a lieu : (i) le titre ou la désignation des bons de souscription; (ii) le nombre de bons de souscription offerts; (iii) le prix auquel les reçus de souscription seront offerts; (iv) le nombre d'actions ordinaires et/ou d'autres titres pouvant être souscrits à l'exercice des bons de souscription et les procédures d'exercice; (v) le prix d'exercice des bons de souscription; (vi) les dates auxquelles ou les périodes durant lesquelles les bons de souscription peuvent être exercés et leur date d'échéance; (vii) la désignation et les modalités des autres titres avec lesquels les bons de souscription seront offerts, s'il y a lieu, et le nombre de bons de souscription qui seront offerts avec chacun de ces titres; (viii) les incidences fiscales importantes découlant de la propriété, de la détention et de la disposition des bons de souscription; et (ix) toutes autres modalités et conditions importantes des bons de souscription, notamment, entre autres, la cessibilité, les modalités de rajustement et la question de savoir si les reçus de souscription seront inscrits à la cote d'une bourse de valeurs. Dans la mesure où des conditions, des dispositions ou d'autres renseignements figurant dans le présent prospectus diffèrent des conditions, des dispositions ou des renseignements décrits dans un supplément de prospectus, la description figurant dans le présent prospectus sera réputée avoir été remplacée par la description figurant dans le supplément de prospectus à l'égard de ces bons de souscription.

DESCRIPTION DES CONTRATS D'ACHAT D' ACTIONS

La description qui suit présente les modalités générales qui s'appliqueront aux contrats d'achat d'actions que nous pouvons offrir aux termes du présent prospectus.

Nous pouvons émettre des contrats d'achat d'actions représentant des contrats obligeant les porteurs à nous acheter ou à nous vendre et nous obligeant à acheter ou à vendre à ces porteurs un nombre déterminé d'actions ordinaires ou d'actions privilégiées, le cas échéant, à une ou des dates ultérieures et y compris au moyen d'un versement.

Le prix par action ordinaire ou action privilégiée et le nombre d'actions ordinaires ou d'actions privilégiées, le cas échéant, peuvent être fixés au moment de l'émission des contrats d'achat d'actions ou peuvent être établis à l'aide d'une

formule ou d'une méthode spécifique exposée dans les contrats d'achat d'actions. Nous pouvons émettre des contrats d'achat d'actions conformément aux lois applicables et selon des montants et un nombre de séries distinctes que nous pouvons établir.

Les contrats d'achat d'actions peuvent être émis séparément ou faire partie d'unités. Les contrats d'achat d'actions peuvent nous obliger à effectuer des versements périodiques à leurs porteurs ou vice versa, et ces versements peuvent ne pas être visés par une sûreté ou peuvent être remboursés et peuvent être payés sur une base courante ou reportée. Les contrats d'achat d'actions peuvent obliger les porteurs à garantir d'une façon précise leurs obligations aux termes de ces contrats.

Les porteurs de contrats d'achat d'actions ne sont pas des actionnaires de Cenovus. Les modalités et les dispositions particulières des contrats d'achat d'actions offerts au moyen de tout supplément de prospectus et la mesure dans laquelle les modalités et les dispositions générales exposées ci-après s'appliquent à ceux-ci seront précisées dans le supplément de prospectus déposé à l'égard de ces contrats d'achat d'actions, qui indiquera, notamment, s'il y a lieu : (i) la question de savoir si les contrats d'achat d'actions obligent le porteur à souscrire ou à vendre, ou à la fois à souscrire et à vendre des actions ordinaires ou des actions privilégiées, le cas échéant, et la nature et le montant de chacun de ces titres ou la méthode de calcul de ces montants; (ii) la question de savoir si les contrats d'achat d'actions seront prépayés ou non ou payés en versements; (iii) les conditions auxquelles sont assujettis l'achat ou la vente et les conséquences du non-respect de telles conditions; (iv) la question de savoir si les contrats d'achat d'actions doivent être réglés par la remise des actions ordinaires ou des actions privilégiées ou en fonction de la valeur ou du rendement des actions ordinaires ou des actions privilégiées; (v) les dispositions en matière de déchéance du terme, d'annulation ou de résiliation ou autres concernant le règlement des contrats d'achat d'actions; (vi) la ou les dates auxquelles le contrat d'achat d'actions doit être conclu, le cas échéant; (vii) la question de savoir si les contrats d'achat d'actions seront émis sous forme entièrement nominative ou sous forme globale; (viii) les incidences fiscales importantes découlant de la propriété, de la détention et de la disposition des contrats d'achat d'actions et (ix) toutes autres modalités et conditions importantes des contrats d'achat d'actions, y compris, notamment, la cessibilité, les modalités de rajustements et la question de savoir si les contrats d'achat d'actions seront inscrits à la cote d'une bourse de valeurs. Dans la mesure où des conditions, des dispositions ou d'autres renseignements figurant dans le présent prospectus diffèrent des conditions, des dispositions ou des renseignements décrits dans un supplément de prospectus, la description figurant dans le présent prospectus sera réputée avoir été remplacée par la description figurant dans le supplément de prospectus à l'égard de ces contrats d'achat d'actions.

DESCRIPTION DES UNITÉS

La présente rubrique décrit les modalités générales qui s'appliquent aux parts que nous pouvons offrir aux termes du présent prospectus.

Nous pouvons émettre des unités composées d'un ou de plusieurs des autres titres décrits dans le présent prospectus, combinés de quelque façon que ce soit. Chaque unité sera émise de sorte que le porteur de l'unité soit également le porteur de chaque titre composant l'unité. Par conséquent, le porteur d'une unité aura les droits et les obligations d'un porteur de chaque titre qui la compose. Il se peut que la convention relative aux unités aux termes de laquelle une unité est émise stipule que les titres composant l'unité ne peuvent être détenus ou transférés séparément à aucun moment, ou à aucun moment avant une date donnée.

Les modalités et les dispositions particulières des unités offertes au moyen d'un supplément de prospectus et la mesure dans laquelle les modalités et les dispositions générales exposées ci-après s'appliquent à celles-ci seront précisées dans le supplément de prospectus déposé à l'égard de ces unités, qui indiquera notamment, s'il y a lieu, (i) la désignation et les modalités des unités et des titres qui les composent, notamment les circonstances dans lesquelles ces titres peuvent être détenus ou transférés séparément, le cas échéant; (ii) les dispositions relatives à l'émission, au paiement, au règlement, au transfert ou à l'échange des unités ou des titres qui les composent; (iii) la question de savoir si les unités seront émises sous forme entièrement nominative ou sous forme globale; et (iv) toutes autres modalités et conditions importantes des unités. Dans la mesure où des conditions, des dispositions ou d'autres renseignements figurant dans le présent prospectus diffèrent des conditions, des dispositions ou des renseignements décrits dans un supplément de prospectus, la description figurant dans le présent prospectus sera réputée avoir été remplacée par la description figurant dans le supplément de prospectus à l'égard de ces unités.

FACTEURS DE RISQUE

Outre les facteurs de risque décrits ci-après, nous décrivons d'autres facteurs de risque liés à nos activités dans notre rapport de gestion annuel et notre rapport de gestion intermédiaire et certains autres documents intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus, lesquels facteurs de risque sont intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Les acquéreurs éventuels des titres devraient examiner attentivement les facteurs de risque présentés ci-après ainsi que les autres renseignements contenus ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus et dans le supplément de prospectus applicable avant d'acheter les titres offerts par les présentes. Si ces risques se matérialisent, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos perspectives, notre situation financière, nos résultats d'exploitation ou nos flux de trésorerie ainsi que sur votre placement dans les titres.

Le cours des actions ordinaires et le volume des opérations sur celles-ci pourraient fluctuer, et le cours de ces actions pourrait chuter sous le prix d'offre à la suite d'un placement.

Les marchés boursiers connaissent une volatilité considérable au chapitre des cours et des volumes d'opérations; cette volatilité n'est pas nécessairement liée au rendement opérationnel de Cenovus ou des sociétés touchées. Le cours des actions négociées en bourse subit l'effet de nombreuses variables, y compris la vigueur de l'économie en général, le prix des marchandises, la disponibilité d'autres placements et l'intérêt qu'ils présentent, ainsi que l'ampleur du marché public pour les actions. L'effet de ces facteurs et d'autres facteurs sur le cours des titres sur les marchés boursiers où nos actions sont négociées porte à croire que le cours des actions ordinaires pourrait demeurer volatil. Ces fluctuations pourraient avoir une incidence sur le cours des actions ordinaires après un placement, et ce cours pourrait chuter sous le prix d'offre. En raison de cette volatilité, vous pourriez ne pas pouvoir vendre vos actions ordinaires au prix d'offre ou à un prix supérieur à celui-ci.

La décision de verser des dividendes et le montant de ces dividendes sont laissés à l'appréciation du conseil, dépendent de nombreux facteurs et sont susceptibles de changer à l'occasion.

Les fonds dont dispose Cenovus pour verser des dividendes, s'il y a lieu, peuvent varier considérablement d'une période à l'autre pour diverses raisons, notamment les suivantes : le rendement financier et opérationnel de Cenovus; les fluctuations des coûts de production du gaz naturel, du bitume, du pétrole brut et des LGN; le montant des fonds nécessaires ou conservés aux fins du service de la dette ou du remboursement de la dette; les sommes nécessaires pour financer les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement; l'accès aux marchés boursiers; les taux de change et les taux d'intérêt; et les facteurs de risque mentionnés dans le présent prospectus et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi.

La décision de verser ou non des dividendes et le montant de ces dividendes sont laissés à l'appréciation du conseil, qui évalue régulièrement nos versements de dividende projetés et les exigences en matière de contrôle de la solvabilité prévues par la LCSA. En outre, le montant des dividendes par action ordinaire dépendra du nombre d'actions ordinaires et d'autres titres en circulation qui donnent droit à des dividendes au comptant ou à d'autres paiements. Les dividendes peuvent être augmentés, réduits ou suspendus à l'occasion. Notre capacité de verser des dividendes et le montant réel de ces dividendes dépendent, entre autres, de notre rendement financier, de nos engagements et de nos obligations d'emprunt, de notre capacité de respecter nos obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, de nos besoins en fonds de roulement, de nos obligations fiscales futures, de nos besoins de capitaux ultérieurs, du prix des marchandises et des facteurs de risque présentés dans les documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Le cours des actions ordinaires peut baisser si Cenovus est incapable de répondre aux attentes en matière de dividendes dans l'avenir, et cette baisse peut être importante.

Les notes attribuées aux titres peuvent ne pas rester en vigueur ou être modifiées à l'avenir et ne pas tenir compte de tous les risques associés à un placement dans les titres.

Notre solvabilité, ainsi qu'elle est perçue, et les variations des notes d'évaluation accordées aux titres, le cas échéant, peuvent influencer sur le cours ou la valeur et la liquidité des titres. Rien ne garantit que les notes attribuées, le cas échéant, à ces titres demeureront en vigueur pendant une certaine période ou que l'agence de notation pertinente ne révisera pas ou ne retirera pas entièrement les notes qu'elle a attribuées. Le cours des titres est tributaire de la modification réelle ou escomptée des notes qui leur ont été attribuées. De plus, la modification réelle ou escomptée des notes peut avoir une incidence sur le coût ou les modalités de l'émission des titres ou la capacité à obtenir une autre source de financement.

Les notes de crédit qui nous sont attribuées et qui sont attribuées aux titres par des agences de notation indépendantes peuvent ne pas tenir compte de tous les risques associés à un placement dans ces titres. Les notes de crédit attribuées aux titres représentent l'évaluation qui est faite de notre capacité à nous acquitter de nos obligations. Toutefois, les notes de crédit peuvent ne pas tenir compte de l'incidence éventuelle des risques liés à la structure, au marché et aux autres facteurs dont il est fait état dans le présent prospectus ou dans les documents qui y sont intégrés par renvoi portant sur la valeur de ces titres.

Il n'y a pas de marché public pour la négociation des titres de créance, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions ou des unités et rien ne garantit la liquidité du marché pour la négociation de ces titres ni la création d'un marché pour ceux-ci.

Avant un placement, il n'existera aucun marché public pour la négociation des titres de créance, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions ou des unités offerts aux termes du présent prospectus, et nous ne pouvons demander l'inscription de ces titres à la cote d'une bourse de valeurs. Par conséquent, les souscripteurs ou les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre ces titres. Si les titres sont négociés après leur émission initiale, il se peut qu'ils le soient à un escompte par rapport à leur prix d'offre initial en fonction des taux d'intérêt en vigueur, du marché pour des titres similaires et d'autres facteurs, y compris la conjoncture économique et notre situation financière. L'absence d'un marché public pour ces titres peut influencer sur leur cours sur le marché secondaire, si un tel marché devait se créer, sur la transparence et la disponibilité des cours, sur la liquidité de ces titres et sur la portée de la réglementation touchant l'émetteur. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la liquidité du marché pour la négociation de ces titres ou quant à la formation d'un marché pour leur négociation.

Dans certaines circonstances, les titres de créance peuvent être subordonnés, dans les faits, aux sûretés de nos prêteurs et aux dettes de nos filiales et sociétés de personnes.

Sauf indication contraire dans un supplément de prospectus relatif à une série de titres de créance, les titres de créance constitueront des obligations directes, non assorties d'une sûreté et non subordonnées de Cenovus, à l'exclusion de ses filiales et de ses sociétés de personnes, et seront dans les faits subordonnés à toutes les dettes garanties existantes et futures de Cenovus, jusqu'à concurrence des actifs garantissant ces dettes. Si nous faisons l'objet d'une faillite, d'une dissolution, d'une liquidation ou d'une réorganisation, les créanciers garantis seront payés avant que les porteurs de titres de créance ne reçoivent quelque somme que ce soit aux termes des titres de créance, jusqu'à concurrence de la valeur des actifs garantissant les dettes garanties. Dans ce cas, un porteur de titres de créance pourrait être incapable de recouvrer le capital ou l'intérêt qui lui est dû aux termes des titres de créance. Même si nos divers instruments de créance limitent les dettes garanties, de telles dettes peuvent être contractées, sous réserve de certaines conditions.

De plus, nos filiales et nos sociétés de personnes peuvent contracter des emprunts, sous réserve de certaines restrictions. Les titres de créance seront de fait subordonnés aux créances des créanciers de nos filiales et de nos sociétés de personnes, en ce que notre droit de participer en tant qu'actionnaire ou associé à la distribution des actifs d'une filiale ou d'une société de personnes, selon le cas, au moment d'une telle distribution serait assujéti aux créances prioritaires des créanciers de cette filiale ou société de personnes, selon le cas. Nous exerçons une grande part de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales qui sont des sociétés par actions et des sociétés de personnes.

L'acte de fiducie nous permet, à tout moment, de procéder à des réorganisations avec nos filiales et nos sociétés de personnes en propriété exclusive directes ou indirectes dans la mesure où certaines conditions sont respectées. En cas de réorganisation, les titres de créance pourraient demeurer nos obligations si nos actifs comprennent notre participation dans les filiales par l'intermédiaire desquelles nous exerçons nos activités par la suite (et se limitent potentiellement à cette participation). Ces filiales, qui après la réalisation d'une réorganisation pourraient détenir la totalité des actifs que nous détenions auparavant, ne sont pas assujetties à des restrictions aux termes de l'acte de fiducie en ce qui a trait aux aliénations d'actifs ou à la création de dettes ultérieures.

Certains titres peuvent subir l'influence du taux de change et être exposés au risque de contrôle du change.

Un placement dans les titres de créance ou dans les actions privilégiées qui sont libellés en devises peut comporter d'importants risques. Ces risques comprennent, entre autres, la possibilité de variations importantes du taux de change entre le dollar canadien et la monnaie étrangère en cause, et la possibilité d'imposition ou de modification de contrôles des changes tant par le gouvernement canadien que par des gouvernements étrangers. Ces risques dépendent en général d'événements économiques et politiques sur lesquels nous n'avons aucun contrôle. Les taux de change entre le dollar canadien et certaines monnaies étrangères font l'objet d'une volatilité considérable. Le fait qu'un taux de change en particulier ait fluctué par le passé n'est pas nécessairement une indication que ce taux pourrait fluctuer pendant la durée de ce titre. Une dépréciation de la monnaie dans laquelle est libellé le titre par rapport au dollar canadien pourrait faire tomber le rendement réel de ce titre en deçà de son taux d'intérêt nominal en dollars canadiens et, dans certains cas, pourrait entraîner une perte en dollars canadiens pour l'investisseur.

Les contrôles de change futurs peuvent influencer la disponibilité de la monnaie étrangère spécifiée et sur notre capacité de faire des paiements sur les titres dans la monnaie étrangère spécifiée.

Certains gouvernements ont imposé, et peuvent imposer à l'avenir, des contrôles de change qui pourraient toucher les taux de change ainsi que la disponibilité d'une monnaie étrangère spécifiée au moment du paiement du capital et de la prime, le cas échéant, ou des intérêts sur les titres. Même s'il n'existe aucun contrôle de change réel, il est possible que la monnaie spécifiée pour ce titre en particulier ne soit pas disponible à l'échéance du titre.

Si les titres sont remboursables, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur les souscripteurs ou les acquéreurs des titres.

Si les titres sont remboursables par anticipation à notre gré, ainsi que l'indique le supplément de prospectus applicable, nous pouvons décider de rembourser ces titres à l'occasion conformément à nos droits, notamment lorsque les taux d'intérêt en vigueur sont inférieurs aux taux que portent les titres. Si les taux en vigueur sont inférieurs au moment du remboursement, un souscripteur ou un acquéreur pourrait ne pas être en mesure de réinvestir le produit du remboursement dans un titre comparable à un taux d'intérêt effectif aussi élevé que celui des titres qui sont remboursés. Les droits de remboursement peuvent aussi influencer défavorablement sur la capacité d'un souscripteur ou d'un acquéreur de vendre les titres à mesure que la date ou la période de remboursement facultatif approche.

Les taux d'intérêt en vigueur pour des titres comparables influenceront sur le cours ou la valeur des titres de créance ou des actions privilégiées.

Les taux d'intérêt en vigueur influenceront le cours ou la valeur des titres de créance et des actions privilégiées. En supposant que tous les autres facteurs demeurent inchangés, le cours ou la valeur des titres de créance et des actions privilégiées peut diminuer lorsque les taux d'intérêt en vigueur pour des titres de créance ou des actions privilégiées comparables augmentent.

Si les titres devaient être émis à un taux d'intérêt variable, leurs souscripteurs ou acquéreurs pourraient subir des conséquences défavorables.

Un placement dans des titres qui sont émis à un taux d'intérêt variable comporte des risques importants qui ne sont pas associés aux placements dans des titres à taux fixe. La fixation d'un nouveau taux applicable à un titre à taux variable peut entraîner une réduction des intérêts versés sur ce titre par rapport à ceux versés sur un titre à taux fixe émis au même moment. Le taux applicable à un titre à taux variable fluctuera en fonction des variations de l'instrument ou de l'obligation sur lequel se fonde le taux applicable qui, à son tour, peut varier et être influencé par un certain nombre de facteurs interreliés, dont des événements économiques, financiers et politiques sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

CERTAINES INCIDENCES FISCALES

Le supplément de prospectus applicable pourra décrire certaines incidences fiscales fédérales canadiennes applicables à un investisseur qui acquiert des titres offerts aux termes de ce supplément, et indiquera notamment à l'intention des investisseurs qui ne sont pas des résidents du Canada si les paiements effectués au titre du capital, des intérêts ou des distributions sur les titres, s'il y a lieu, seront assujettis à la retenue d'impôt des non-résidents du Canada.

Le supplément de prospectus applicable pourra décrire également certaines incidences fiscales fédérales américaines découlant de l'acquisition, de la propriété et de la disposition de titres offerts aux termes de ce supplément par un investisseur initial qui est une personne des États-Unis (au sens attribué à l'expression *United States person* dans l'*Internal Revenue Code* des États-Unis).

MODE DE PLACEMENT

Nous pouvons offrir et vendre des titres et les porteurs vendeurs peuvent, notamment conformément aux modalités de certaines conventions de droits d'inscription conclues avec nous, selon le cas, offrir et vendre certains titres à des preneurs fermes ou à des courtiers ou par leur intermédiaire (notamment dans le cadre d'opérations croisées ou d'opérations de blocs d'actions ordinaires), directement à un ou à plusieurs souscripteurs ou acquéreurs ou par l'intermédiaire de placeurs pour compte. Les courtiers peuvent inviter d'autres courtiers à participer à ces ventes. Les opérations des courtiers peuvent comprendre l'achat des actions ordinaires par un courtier à titre de contrepartiste et la revente des actions ordinaires par le courtier pour son propre compte aux termes du présent prospectus, des opérations de courtage ordinaires ou des opérations dans le cadre desquelles le courtier sollicite des souscripteurs ou des acquéreurs. Les titres peuvent être offerts et vendus au Canada et/ou aux États-Unis et dans d'autres territoires si la législation le permet.

Des titres peuvent être vendus à l'occasion dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations à un ou à plusieurs prix fixes ou à des prix ouverts. S'ils sont offerts à prix ouvert, les titres peuvent être offerts au cours du marché au moment de la vente, à un prix déterminé en fonction de ce cours ou à un prix négocié avec les souscripteurs ou les acquéreurs, notamment dans le cadre d'opérations de vente qui sont réputées constituer des placements au cours du marché, y compris des ventes effectuées directement à la TSX, à la NYSE ou sur d'autres marchés existants pour la négociation des titres, et comme il est indiqué dans le supplément de prospectus applicable. Si les titres sont offerts à prix ouvert, le prix par titre peut différer selon les souscripteurs ou les acquéreurs et pendant la durée du placement. Si les titres sont offerts à prix ouvert, la rémunération payable aux preneurs fermes, aux courtiers ou aux placeurs pour compte sera augmentée ou réduite du montant de la différence en plus ou en moins entre le prix global payé par les souscripteurs ou les acquéreurs pour les titres et le produit brut du placement qui nous est versé ou, dans le cas de titres offerts par les porteurs vendeurs, qui est versé aux porteurs vendeurs par les preneurs fermes, les courtiers ou les placeurs pour compte.

Dans le cadre de la vente de titres, les preneurs fermes peuvent recevoir de nous et des porteurs vendeurs, dans le cas de titres offerts par les porteurs vendeurs, ou des souscripteurs ou acquéreurs de titres pour lesquels ils peuvent agir à titre de mandataires une rémunération sous forme de concessions ou de commissions. Les preneurs fermes, les courtiers et les placeurs pour compte qui participent au placement des titres peuvent être réputés des preneurs fermes, et les commissions qu'ils reçoivent de notre part et/ou de la part des porteurs vendeurs, selon le cas, et les profits qu'ils réalisent en revendant des titres peuvent être réputés des commissions de prise ferme aux termes de la Loi de 1933.

Si le supplément de prospectus applicable le précise, nous pouvons autoriser des courtiers ou d'autres personnes agissant pour notre compte à solliciter auprès de certaines institutions des offres d'achat de titres directement auprès de nous ou, dans le cas de titres offerts par les porteurs vendeurs, les porteurs vendeurs peuvent autoriser des courtiers ou d'autres personnes agissant à titre de mandataires des porteurs vendeurs à solliciter des offres de certaines institutions afin d'acheter

ces titres directement auprès des porteurs vendeurs, dans chaque cas, aux termes de contrats prévoyant le paiement et la livraison à une date ultérieure. Ces contrats seront assujettis uniquement aux conditions énoncées dans le ou les suppléments de prospectus applicables, qui indiqueront également la commission payable pour la sollicitation de ces contrats.

Le supplément de prospectus applicable énoncera également les modalités du placement relatives aux titres visés, notamment, s'il y a lieu, le prix d'offre initial, le produit que nous tirerons et/ou celui que tireront les porteurs vendeurs du placement, les concessions ou les commissions accordées aux preneurs fermes et les autres escomptes ou concessions accordés ou accordés de nouveau aux courtiers. Les preneurs fermes auxquels ou par l'intermédiaire desquels nous et/ou les porteurs vendeurs, selon le cas, vendons les titres visés seront mentionnés dans le supplément de prospectus relatif à ces titres.

Sous réserve des lois applicables, dans le cadre d'un placement de titres, sauf un placement au cours du marché, les preneurs fermes ou les placeurs pour compte, selon le cas, peuvent effectuer des surallocations ou des opérations qui visent à stabiliser ou à maintenir le cours des titres à des niveaux différents de ceux qui se seraient formés autrement sur le marché libre ou à influencer autrement sur le cours des titres. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment.

Aucun preneur ferme ou placeur pour compte chargé d'un placement au cours du marché ni aucune personne physique ou morale agissant de concert avec un preneur ferme ou un placeur pour compte ne peuvent, dans le cadre du placement, conclure d'opération visant à fixer ou à stabiliser le cours des titres ou de titres de la même catégorie que les titres placés aux termes du supplément de prospectus applicable au placement au cours du marché, y compris par la vente d'un nombre ou d'un montant en capital de titres qui aurait pour résultat de créer une position de surallocation dans les titres par le preneur ferme ou le placeur pour compte, selon le cas.

Aux termes des ententes que nous et/ou les porteurs vendeurs pouvons conclure avec eux, les preneurs fermes, les courtiers et les placeurs pour compte qui participent au placement de titres peuvent avoir droit à une indemnisation de notre part et/ou de la part des porteurs vendeurs à l'égard de certaines obligations, notamment des obligations prévues par la Loi de 1933 et la législation en valeurs mobilières provinciale et territoriale canadienne, ou à des contributions relativement aux paiements qu'ils sont tenus d'effectuer à cet égard. Les preneurs fermes, les courtiers et les placeurs pour compte avec lesquels nous et/ou les porteurs vendeurs concluons des ententes peuvent être nos clients, réaliser des opérations avec nous ou nous fournir des services dans le cours normal des affaires.

Tout placement de titres de créance, d'actions privilégiées, de reçus de souscription, de bons de souscription, de contrats d'achat d'actions ou d'unités constituera une nouvelle émission de titres sans marché établi à des fins de négociation. Sauf indication contraire dans un supplément de prospectus, les titres de créance, les actions privilégiées, les reçus de souscription, les bons de souscription, les contrats d'achat d'actions ou les unités ne seront inscrits à la cote d'aucune bourse de valeurs ni à aucun système automatisé de cotation, ce qui peut avoir une incidence sur leur cours sur le marché secondaire, la transparence et la disponibilité de leur cours, leur liquidité et l'étendue des obligations réglementaires de l'émetteur. Certains courtiers en valeurs mobilières pourraient tenir un marché pour la négociation des titres de créance, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions ou des unités, mais ils ne seront pas tenus de le faire et pourraient mettre fin à leurs activités de tenue de marché à tout moment sans préavis. Nous ne pouvons vous garantir qu'un courtier en valeurs mobilières tiendra un marché pour la négociation des titres de créance, des actions privilégiées, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions ou des unités de toute série ni que, s'il existe un marché pour la négociation de ces titres, celui-ci sera liquide.

Les porteurs vendeurs peuvent également conclure des opérations sur instruments dérivés avec des tiers. Si un supplément de prospectus le prévoit, relativement à ces instruments dérivés, les tiers peuvent vendre certains titres visés par le présent prospectus et par le supplément de prospectus applicable, notamment dans le cadre de ventes à découvert. Dans ce cas, les tiers peuvent utiliser ces titres mis en gage par les porteurs vendeurs ou empruntés auprès des porteurs vendeurs ou d'autres personnes pour régler ces ventes ou dénouer des emprunts de tels titres ouverts connexes, et ils peuvent utiliser ces titres reçus des porteurs vendeurs en règlement de ces instruments dérivés pour dénouer des emprunts de tels titres ouverts connexes. Dans le cadre de ces opérations de vente, les tiers seront des preneurs fermes et seront mentionnés dans le supplément de prospectus applicable.

Certains titres détenus par les porteurs vendeurs et visés par le présent prospectus peuvent être vendus dans le cadre d'opérations de gré à gré ou aux termes de la *Rule 144* prise en application de la Loi de 1933, ou aux termes d'une autre dispense des exigences d'enregistrement prévues par la Loi de 1933, plutôt qu'aux termes du présent prospectus.

COUVERTURE PAR LE RÉSULTAT

L'information concernant les ratios de couverture par le résultat sera présentée dans le supplément de prospectus applicable se rapportant à un placement de titres, conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables.

PORTEURS VENDEURS

Le présent prospectus peut également, à l'occasion, viser le placement de certains titres par certains porteurs vendeurs par voie de reclassement.

Les conditions auxquelles certains titres peuvent être offerts par les porteurs vendeurs seront décrites dans le supplément de prospectus applicable. Le supplément de prospectus visant ou incluant le placement de ces titres par les porteurs vendeurs comprendra, notamment, selon le cas : a) le nom du porteur vendeur; b) le nombre et le type de titres dont le porteur vendeur est propriétaire ou sur lesquels il exerce un contrôle ou une emprise; c) le nombre et le type de titres placés pour le compte du porteur vendeur; d) le nombre et le type de titres devant être détenus en propriété ou contrôlés par le porteur vendeur après le placement et le pourcentage que ce nombre ou ce montant représente par rapport au nombre total de titres de ce type en circulation; e) si les titres appartiennent au porteur vendeur qui a à la fois qualité de porteur inscrit et qualité de propriétaire véritable ou seulement une de ces qualités; f) si les titres ont été achetés par le porteur vendeur dans les deux années précédant la date du supplément de prospectus, la date ou les dates d'acquisition de ces titres; g) si les titres ont été acquis par le porteur vendeur dans les 12 mois précédant la date du supplément de prospectus, le prix total payé par le porteur vendeur et le prix moyen par titre; h) l'information exigée aux termes de la rubrique 1.11 de l'Annexe 44-101A1 et le porteur vendeur déposera un acte d'acceptation de compétence de non-émetteur avec le supplément de prospectus applicable, s'il y a lieu; et (i) toute autre information devant être incluse dans le supplément de prospectus applicable.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Sauf indication contraire dans le supplément de prospectus applicable, certaines questions d'ordre juridique relevant du droit canadien relatives au placement de titres seront examinées pour notre compte par Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., de Calgary, en Alberta, et certaines questions d'ordre juridique relevant du droit américain relatives au placement de titres seront examinées pour notre compte par Paul, Weiss, Rifkind, Wharton & Garrison LLP, à New York, dans l'État de New York. En date du présent prospectus, les associés et les autres avocats de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., en tant que groupe, sont propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % de toute catégorie de nos titres en circulation.

Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique intitulée « Experts intéressés » de la notice annuelle qui est intégrée par renvoi dans le présent prospectus.

DISPENSES AU BÉNÉFICE DES ÉMETTEURS ÉTABLIS BIEN CONNUS

Les autorités en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada ont rendu des décisions générales harmonisées sur le fond, dont la décision générale de l'Alberta Securities Commission intitulée « Blanket Order 44-501 Re Exemption from Certain Prospectus Requirements for Well-Known Seasoned Issuers » (collectivement avec les décisions générales locales équivalentes dans chaque autre province et territoire du Canada, les « **décisions générales applicables aux émetteurs établis bien connus** »). Cenovus a déposé le présent prospectus en conformité avec les décisions générales applicables aux émetteurs établis bien connus, qui permettent aux « émetteurs établis bien connus » (*well-known seasoned issuers*) de déposer un prospectus préalable de base simplifié définitif lors de la première étape d'un placement public, et dispensent les émetteurs admissibles de certaines obligations d'information relatives au prospectus préalable de base simplifié définitif. À la date des présentes, Cenovus se considère comme un « émetteur établi bien connu » en vertu des décisions générales applicables aux émetteurs établis bien connus.

DOCUMENTS DÉPOSÉS DANS LE CADRE DE LA DÉCLARATION D'INSCRIPTION

Les documents suivants, qui font partie de la déclaration d'inscription dont fait partie le présent prospectus, ont été ou seront déposés auprès de la SEC dans la mesure où le formulaire F-10 de la SEC l'exige :

- les documents énumérés au troisième paragraphe de la rubrique « *Renseignements supplémentaires* » dans le présent prospectus;
- notre information supplémentaire – activités pétrolières et gazières (non auditée) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022;
- le consentement de notre auditeur, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.;
- le consentement de nos conseillers juridiques canadiens, Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.;
- les consentements de nos évaluateurs de réserves qualifiés indépendants, GLJ Ltd. et McDaniel & Associates Consultants Ltd.;
- l'acte de fiducie;

- les procurations de nos administrateurs et dirigeants;
- les déclarations d'admissibilité sur formulaire T-1 de Bank of New York Mellon.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus, du supplément de prospectus qui l'accompagne relatif aux titres achetés par le souscripteur ou l'acquéreur et des modifications. Dans certaines provinces et certains territoires, dans le cas d'un placement à prix ouvert, ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus, du supplément de prospectus qui l'accompagne relatif aux titres achetés par le souscripteur ou l'acquéreur et des modifications, même si le prix d'offre des titres faisant l'objet du placement est déterminé à une date ultérieure. Dans plusieurs provinces et territoires, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus, le supplément de prospectus qui l'accompagne relatif aux titres achetés par le souscripteur ou l'acquéreur ou leurs modifications contiennent de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui ont pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

Les souscripteurs et les acquéreurs sont avisés que, dans le cadre d'un placement de titres convertibles, échangeables ou exerçables, le droit d'action légal en dommages-intérêts pour information fausse ou trompeuse contenue dans le prospectus ou dans un supplément de prospectus se limite, selon la législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires, au prix auquel ces titres sont offerts à l'occasion du placement. Ainsi, en vertu de la législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires, le souscripteur ou l'acquéreur ne peut exercer ce droit pour recouvrer les sommes additionnelles versées à la conversion, à l'échange ou à l'exercice des titres. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

DROIT CONTRACTUEL DE RÉOLUTION

Les souscripteurs et les acquéreurs initiaux de titres convertibles, échangeables ou exerçables au Canada disposeront d'un droit contractuel de résolution dont ils pourront se prévaloir contre nous. Ce droit contractuel de résolution confèrera à ces souscripteurs et acquéreurs le droit de recevoir le montant versé à la conversion, à l'échange ou à l'exercice du titre, ou le montant versé pour le titre convertible, échangeable ou exerçable si aucun montant n'a été versé au moment de la conversion, de l'échange ou de l'exercice, sur remise des titres sous-jacents obtenus de cette façon, si le présent prospectus (en sa version complétée ou modifiée) contient de l'information fausse ou trompeuse, pourvu que la conversion, l'échange ou l'exercice ait lieu et que le droit de résolution soit exercé dans les 180 jours suivant la date d'achat du titre convertible, échangeable ou exerçable aux termes du présent prospectus (en sa version complétée ou modifiée). Ce droit contractuel de résolution est compatible avec le droit de résolution prévu à l'article 203 de la loi de l'Alberta intitulée *Securities Act*, et il s'ajoute à tout autre droit ou recours dont les souscripteurs et les acquéreurs initiaux pourraient se prévaloir en vertu de l'article 203 de cette loi ou en vertu de toute autre loi.

ATTESTATION DE CENOVUS ENERGY INC.

Le 3 novembre 2023

Le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révélera, à la date du dernier supplément qui se rapporte aux titres offerts au moyen du prospectus et des suppléments, de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.

(signé) « Jonathan M. McKenzie »
Président et chef de la direction

(signé) « Karamjit S. Sandhar »
Vice-président directeur et chef des finances

Au nom du conseil d'administration

(signé) « Alexander J. Pourbaix »
Administrateur

(signé) « Jane E. Kinney »
Administratrice